Le magazine des industries de Madagascar

expansiOn MADAGASCAR

n°23
Mai - Juin 2020
Ar. 9000

Marc POZMENTIER

LE CLIENT AU **CENTRE** DE NOTRE **RÉFLEXION**

La crise sanitaire

ÉTAT DES LIEUX & PERSPECTIVES

Vakinankaratra

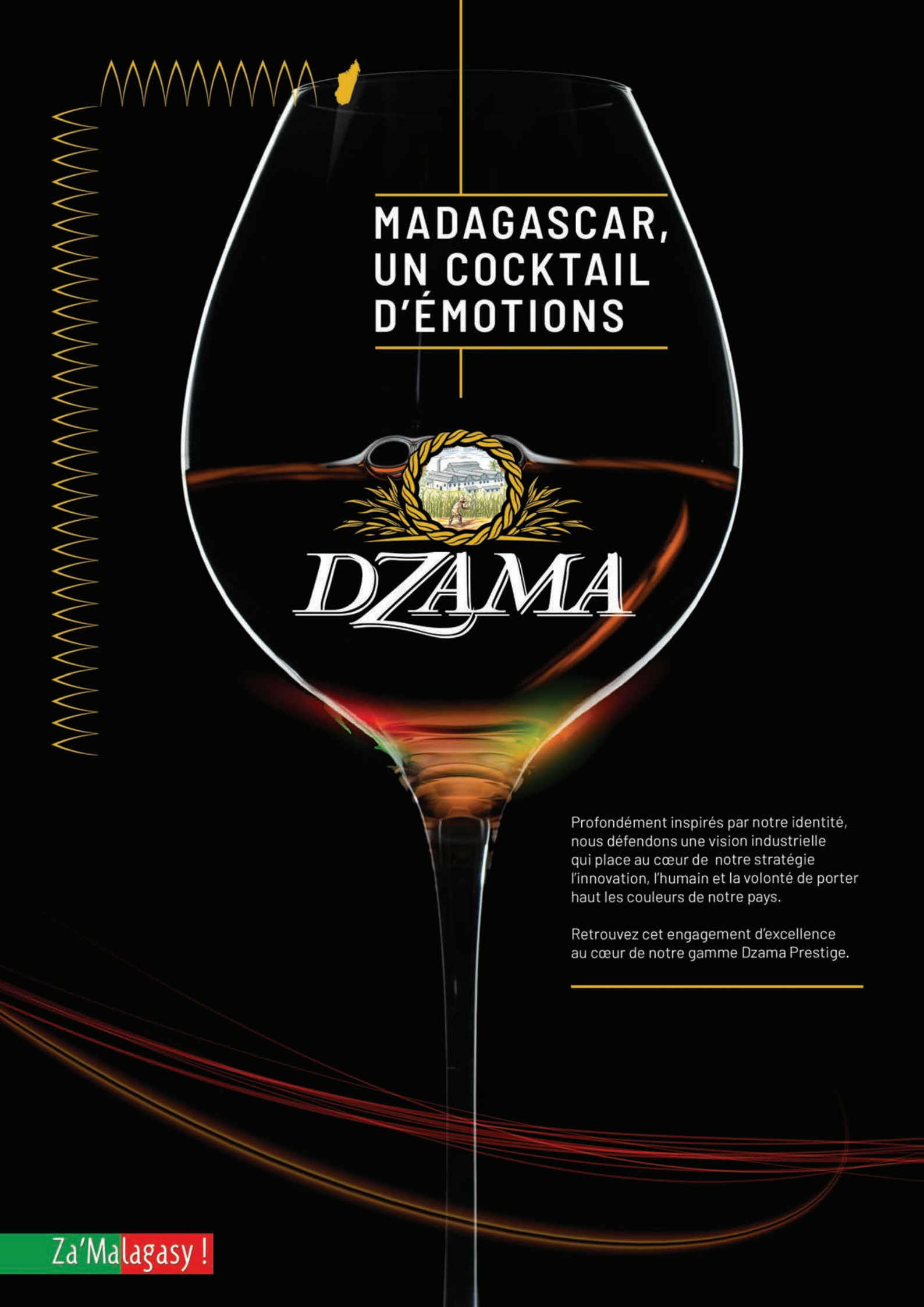
RÉGION **INDUSTRIELLE & TOURISTIQUE**

60 ans d'indépendance

PROJECTION SUR LA RÉINDUSTRIALISATION

1 202001 000228

MALAGASY NY ANTSIKA
SIM


MADAGASCAR,
UN COCKTAIL
D'ÉMOTIONS
DZAMA
Profondément inspirés par notre identité, nous défendons une vision industrielle qui place au cœur de notre stratégie l'innovation, l'humain et la volonté de porter haut les couleurs de notre pays.
Retrouvez cet engagement d'excellence au cœur de notre gamme Dzama Prestige.
Za'Malagasy !

PANZANI

PÂTES DE QUALITÉ SUPÉRIEURE

QUALITÉ OR®

100% BLÉ DUR

MALAGASY NY ANTSIKA

Habibo Group

expansiOn MADAGASCAR

sommaire

Brèves actus

Vie du SIM 06

Coopération Madagascar – Chine 09

Capital éco

POINT DE VUE 10

Marc POZMENTIER, *Directeur Général de la STAR*
«Le client au centre de notre réfléxion»

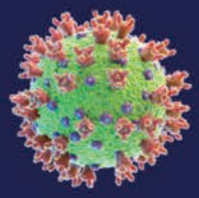
DOSSIER : LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 16

Etat des lieux et perspectives

Ministre de l'Economie et des Finances : ***Survivre au ralentissement généralisé***

Président du GEFP : ***Les conséquences sociales du confinement***

Ministre du Tourisme, du Transport et de la Météorologie : Solution nationale



VAKINANKARATRA : RÉGION INDUSTRIELLE ET TOURISTIQUE 34

Focus

Malagasy ny antsika 38

60 ans d'indépendance : Projection sur la réindustrialisation 42

Abonnez-vous au magazine des industries de Madagascar

Découpez le coupon ci-après

Je m'abonne au magazine Expansion Madagascar pour

- ☐ **Offre Découverte** | 3 numéros pour **25.000 Ar** (soit 8.333 Ar le numéro)
- ☐ **Offre Privilège** | 6 numéros pour **48.600 Ar** (soit 8.100 Ar le numéro)
- ☐ **Offre Prémium** | 12 numéros pour **86.600 Ar** (soit 7.300 Ar le numéro)

Nom .....

Prénom .....

Société .....

Téléphone .....

Email .....

Adresse .....

+261 32 03 360 50
contact@meseditions.com
www.meseditions.com

Immeuble Atelemec, route des Hydrocarbures Ankorondrano, Antananarivo 101, Madagascar

Ensemble, réindustrialisons Madagascar.

Les derniers chiffres de la pandémie du Covid 19 à Madagascar sont clairs. Si l'on s'en tient aux chiffres officiels, nous avons dépassé le seuil des 11.000 contaminés, et ce sur un peu plus de 35.000 tests. La panique guette, les infrastructures hospitalières, les médicaments suffiront-ils pour endiguer la contagion du virus ?

A cette crise sanitaire se joint une crise économique sévère, le taux de croissance économique pour 2020 est révisé à 0, 08% contre une prévision initiale de 5,5%. Et nous sommes en début de crise. L'économie de Madagascar n'a pas été épargnée par les confinements liés à la pandémie, plus de 80% des industries ont dû réduire leur production faute de marchés.

La récession est en cours, et une récession grave, car mondiale. Faut-il pour autant baisser les bras. Sûrement non. Tout le long de ces semaines, nous avons assisté à la vision d'un peuple qui se bat : alertes médiatiques en tous genres, conférences, organisés par les plus âgés, pour sauver le marché du travail et création d'emplois en tous genres pour les plus jeunes, avec souvent les moyens du bord : masques artisanaux, vendus au bord des routes, télétravail, vente en ligne, livraisons et même création de respirateurs artificiels… Spectacle des plus fascinants. Nous en témoignons dans ce numéro.

Reste à savoir quelles structures mettre en place pour développer toutes ces trouvailles et les industrialiser, car une voie extrêmement importante pour une transformation économique inclusive d'un pays et la création d'emplois, est le développement du tissu industriel local.

Et l'histoire de l'industrie malgache en est une preuve patente. Dix ans après la proclamation de l'Indépendance, dans les années 1970, le pays comptait plus d'une cinquantaine d'industries mais beaucoup ont disparus malheureusement.

Pourquoi le pays s'est désindustrialisé? Que s'est-il passé, quels sont les ratés.

Déjà un point important. Cette crise sanitaire a mis le doigt sur la trop grande dépendance de Madagascar vis à vis de l'extérieur. Il faut réorienter la stratégie de développement malagasy, produire localement le maximum de biens de consommation et en réduire l'importation d'une part et d'autre part de favoriser l'exportation de produits manufacturés. Et réfléchir à la formation et l'éducation des jeunes. Il y a là un terreau favorable, dynamique et inventif, il faut développer toutes ses potentialités pour qu'il puisse se mettre à l'œuvre de manière très efficace. C'est pour cette raison que le SIM a proposé l'élaboration d'une stratégie de ré-industrialisation de Madagascar.

Le temps est surement venu de se mettre autour d'une table, toutes divergences mises de côtés et de chercher ensemble les solutions d'avenir et de coordonner nos efforts.

Syndicat des Industries de Madagascar:

Immeuble PREMIUM 3ème étage
Ex-Village des Jeux
Antananarivo 101
Madagascar
+261 20 22 240 07
www.sim.mg
Syndicat des Industries de Madagascar

Fondateurs :
Hery Ranaivosoa, Fredy Rajaonera, Damase Andriamanohisoa, Frank Fohine, Stéphane Raveloson, Karim Barday, Francis Rajaobelina, Laurent Rajaonarivelo, Claude Ratefiarisoa

Directeur de publication :
Amiraly Hassim

Directeur de redaction:
Evelyne RAKOTOMANANA

Rédacteur en chef:
Léa RATSIAZO

Conseillère:
Michele RAKOTOSON

Equipe Editoriale :
Onja FANOITRA,
Mampianina RANDRIA

Graphique Designer :
Tsilavina Andrianarison
Marin's RAZAFINDRAINIBE

Crédits Photo :
Nosy RANARISOA
Zoll Rabe, I love Antsirabe

Régie publicitaire et abonnement :
+261 34 05 360 50
contact@meseditions.com

Ankorondrano Immeuble Atelemec, Route des hydrocarbures , Antananarivo 101

Imprimé par **NEWPRINT**

Formation en maintenance industrielle

Pour plus de performance

Photo : Nosy RANARISOA

«49 870 000 d'Ariary de fonds additionnels ajoutés par FMFP au 1 000 000 d'Ariary de cotisations des entreprises pour la formation professionnelle des salariés».

Le Syndicat des Industries de Madagascar initie un projet de formation en maintenance industrielle. 49 870 000 d'Ariary de fonds additionnels ont été ajoutés par le Fonds Malgache de Formation Professionnelle au 1 000 000 d'Ariary de cotisation des entreprises membres pour la formation professionnelle des employés.

Travailleurs compétents et qualifiés.

Le renforcement de capacité pour les techniciens industriels dans le secteur du «Développement Rural» a débuté le 08 juin 2020, pour les entreprises membres du Syndicat des Industries de Madagascar. Ce projet a pu se concrétiser grâce au financement apporté par le Fonds Malgache de Formation Professionnelle.

L'objectif est de créer des profils qualifiants répondants au marché du travail et de dynamiser le tissu industriel pour qu'il soit un moteur de développement économique et durable pour Madagascar. Dans cette optique, le SIM a soumis deux projets de formation en maintenance industrielle lors du deuxième appel à projet du Fonds Malgache de Formation Professionnelle. « Ce confinement est un moment opportun pour le renforcement de compétence au sein des entreprises. Face aux avancées technologiques et à la situation mondiale, les employés doivent mettre à jour leurs connaissances.» soutient Amiraly Hassim, Président du SIM.

Plus de pratique

La première formation est destinée aux techniciens de maintenance de machines industrielles dans le domaine du Développement Rural, impliquant six entreprises : SALONE, BONGOU, FOOD and BEVERAGE, SAVONNERIE TROPICALE, LFL et PROCHIMAD. Elle se répartit en trois niveaux: les maintenances de machines de production de l'entreprises, les consignes en hygiène, sécurité et environnement et la comptabilité. La deuxième formation, concernant également la maintenance industrielle, est multisectorielle. Quatre industries sont bénéficiaires : SOATAO, TECHNOPET, MAKIPLAST, NEWPACK. 86 salariés bénéficieront des formations, qui durent chacune 140 heures. Selon IFC Factory. qui se charge des formations, ils s'orienteront plus vers le côté pratique.

Mampianina Randria

Don du SIM au centre SEMBANA MIJORO

«La valeur d'un homme tient dans sa capacité à donner».

Face à la situation actuelle, le SIM n'a pas oublié les enfants du Centre Sembana Mijoro. A titre de rappel, compte tenu de la crise sanitaire actuelle, le SIM, étant parrain de ce centre l'année dernière, a été contacté pour l'octroi de dons afin de supporter les enfants handicapés en ces temps difficiles.

Aussi, quelques membres du SIM (SALONE, HABIBO, Food&Beverage, Mateza Tôle et TAF) ont offert des produits alimentaires et des jouets pour les enfants de ce centre.

Nous tenons à adresser nos vifs remerciements à ces Entreprises.

Nous remercions les enfants de centre de nous avoir donné l'opportunité de les aider.

SIM
SYNDICAT DES INDUSTRIES DE MADAGASCAR

FALY MIARAHABA NY MALAGASY REHETRA NAHATRATRA NY FAHA-60 TAONA NY FAHALEOVANTENAN'I MADAGASIKARA

MALAGASY NY ANTSIKA
SIM

AAA
ABP
B LEAN ACPE
ALFA MENUISERIE
Ambatovy
Ampalia Madagascar Authenticity
Biochem
aurlac PEINTURES aurlac.com
GROUPE BASAN
BETON GRANULATS de MADAGASCAR
BIDCO
BONGOU
BRICOBAT
C.E.I.M
Robert PLANTEUR CHOCOLATIER MADAGASCAR
CIMELTA
coagri
Codal Madagascar
Comacat Compagnie Malgache du Caoutchouc
COMINOR
CROWN Brand-Building Packaging
DIPCO
DISCOMA
DZAMA
ecoclean
enduma
Epic International
Etablissements GALLOIS
Europaints madagascar
Europli
FIARO VENTURE CAPITAL
FOOD & BEVERAGE MADAGASCAR
FRAGRANT GARDEN
smtp
Habibo Mills
HavaMad
HEIDELBERG intergraph MADAGASCAR
Helios
Holcim
Homeopharma
KOLO
Imperial Tobacco Madagascar SOCTAM - SITAM - SACIMEM - PROMODIM
IMPRIMERIE NOUVELLE
INDEX OI
JIRAMA Jiro sy Rano Malagasy
LBMA building power
Karenjy
LES FRUITS DE MADAGASCAR
LFL L'aliment de confiance
MADAGASCAR OIL
MadaWatt
mado
MAKIPLAST LA QUALITÉ POUR LONGTEMPS
MATEZA TOLE
MENAKAO MADAGASCAR CHOCOLATE
NEWPACK
NEW PRINT
Nouvelle Imprimerie des Arts Graphiques Since 1949
PLASCOM LA MAITRISE DE L'EAU
Prochimad Mines & Carrières
PROCHIMAD
Rajoely
FOOD & DAIRY PROCESSING FLAVO
REMA TIP TOP ONE BRAND ONE SOURCE ONES SYSTEM
ROYAL SPIRITS
SACOPLAST LE PARTENAIRE DES PROFESSIONNELS
Salama
SALONE
SAVONNERIE TROPICALE SA
Sfepi
SIFOR
GS GROUPE SIPROMAD
SOCIETE GENERALE MADAGASIKARA
Socobis
PRODUITS taf MADAGASCAR
TECHNOPET
SOMACOU
SOREVA
STAR
TAKASAGO we design to taste...
TOZZIGREEN
UnPrIM
VISY GASY EAU MINÉRALE NATURELLE GAZEUSE
ViTOGAZ Madagascar
Volnic
ZITAL

Célébration de la Journée Internationale de la Sécurité Sanitaire des aliments

JISSA, 07 Juin 2020

En juillet 2017, à Genève, la Commission du Codex alimentarius, a institué la célébration annuelle de la Journée Internationale de la Sécurité Sanitaire des Aliments (JISSA) pour la date du 07 juin. A sa soixante treizième sessions, l'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté cette institution le 20 décembre 2018. Ce fut une grande résolution invitant tous les Gouvernements des Pays Membres à la célébration de cette journée de la sécurité sanitaire des aliments, vu le défi majeur qu'occupe la question de sécurité sanitaire des aliments au niveau international.

A Madagascar, cette journée a été célébrée depuis l'année 2018 sous l'initiative et la coordination du Comité National du Codex alimentarius qui est une entité composée par les entités ministérielles clés prenantes dans le domaine alimentaire, en l'occurrence le Ministère chargé de l'agriculture, de l'Elevage et de la Pêche, le Ministère chargé de la Santé Publique, le Ministère chargé de L'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, du secteur privé, des associations civiles ainsi que des deux organisations internationales que sont la FAO et l'OMS. En effet, la sécurité sanitaire des aliments est une discipline multisectorielle car tous les acteurs de la chaine d'approvisionnement alimentaire ont chacun leur responsabilité dans cette sécurité sanitaire des aliments, de la production à la consommation, les producteurs, les entreprises de transformation alimentaire, les distributeurs, les fournisseurs, les consommateurs ainsi que les autorités chargées des contrôles et inspections des denrées alimentaires. Cette démarche multisectorielle est capitale pour l'atteinte de l'objectif commun qui est la SECURITE SANITAIRE DES ALIMENTS, consommés par la population malagasy.

Cette année, avec le contexte de la pandémie, comme les réunions, les conférences et autres évènements rassemblant plusieurs personnes ne peuvent
plus être effectués, la journée du 07 juin a été marquée par l'annonce de la célébration de la JISSA par Madame le Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat (MICA) dans le journal télévisé de la chaîne nationale malagasy (TVM), mettant en évidence le thème portant sur « la sécurité sanitaire des aliments, c'est l'affaire de tous ». Par ailleurs, durant la semaine du 08 juin, il a été diffusé au niveau de l'émission Feon'ny Fahasalamana de la Radio Nationale Malagasy (RNM) et radio Vaovao Mahasoa, mais aussi au niveau des émissions des radios akon'ny Zatovo (AZ) radio, Malagasy Broadcasting System (MBS) radio et top radio, des sensibilisations et communications relatives aux missions des entités clés prenantes de la sécurité sanitaire des aliments.

Pour plus d'informations, les vidéos peuvent être consultées sur le site internet du Codex à Madagascar www.codex-mada.org et le réseau Facebook Codex alimentarius-Madagascar.

MATEZA TÔLE : Un don à l'Assemblée Nationale

MATEZA TÔLE, un des membres du SIM, avec de quelques entrepreneurs chinois à Madagascar a offert un don le jeudi 21 mai 2020 à l'Assemblée Nationale Tsimbazaza. Son but est d'aider matériellement le peuple malgache à faire face à la pandémie CoVid-19. En effet, le lot de 5.000 masques, 150 bouteilles
de gel hydro alcoolique, 120 flacons de chlore désinfectant et 25 pièces de matelas éponge a été reçu par la Présidente Madame Christine RAZANAMAHASOA et le staff de l'Assemblée Nationale. L'identification des bénéficiaires finaux et la distribution de ces dons incomberont également à l'Assemblée.

La plus grande donation jamais octroyée par la communauté chinoise

Par ailleurs, l'alliance de la communauté chinoise à Madagascar a octroyé sa plus grande donation au pays depuis les débuts de cette pandémie. « Nous avons donné des fonds, des matériaux, des produits sanitaires et des produits de première nécessité d'une valeur de plus de 500.000.000 ar » confirme le PdG de Mateza tôle. Ces donations ont été notamment attribuées au Centre de Commandement Opérationnel à Ivato, à l'Hôpital Anosiala et à la Commune Urbaine d'Antananarivo.

“ LE VIRUS NE CONNAÎT PAS DE FRONTIÈRES. IL EST NOTRE ENNEMI OMMUN (...) JE VOUDRAIS AFFIRMER QUE SI ON REGROUPE TOUTES LES FORCES, PETITES, MOYENNES OU GRANDES, LA VICTOIRE SERA À NOUS TOUS (...) CE N'EST PAS SIMPLEMENT POUR RENFORCER LA SYMPATHIE ET LES SENTIMENTS ENTRE NOS DEUX PEUPLES SINOMALGACHE. NOUS SOMMES DANS LE MÊME NAVIRE, S'IL COULE, PERSONNE NE VA S'EN SORTIR SEUL. NOUS VOUS AIDONS COMME NOUS NOUS AIDONS NOUSMÊMES. NOUS QUI SOMMES INSTALLÉS ICI, MADAGASCAR EST NOTRE DEUXIÈME PATRIE : NOTRE VIE, NOTRE TRAVAIL, NOTRE FAMILLE EST ICI DIT M. SHI YINGDONG DAVID, PDG DE LA SOCIETE ”

Onja Fanoitra R.

Madagascar-Chine

Coopération maintenue, sécurité requise

A cause de l'évolution des cas de Covid-19, les entrepreneurs de la ommunauté chinoise à Madagascar subissent des difficultés au niveau des opérations commerciales.

La collaboration continue mais les entrepreneurs restent vigilants et requièrent des mesures de protection pour la sécurisation des investissements.
Les opérations commerciales suivent leur cours mais les chiffres d'affaires se sont réduits. Depuis la déclaration des premiers cas de coronavirus et du confinement partiel par le chef d'Etat malgache, les entrepreneurs ont connu des difficultés financières, ce qui est le cas en partie des entrepreneurs de la communauté chinoise.

La communauté chinoise à Madagascar

La communauté chinoise existe depuis une centaine d'années à Madagascar. Elle regroupe une dizaine d'associations chinoises, réparties en trois grands groupements. Le premier groupe, la communauté Sinoa-Gasy ou les Zanatany, est arrivé ici déjà durant la colonisation, et réside surtout dans la partie Est de l'Ile (épicier, restaurateur, hôtelier etc). Le deuxième groupement est constitué surtout des entrepreneurs, venus à Madagascar vers les années 1980-1990, travaillant surtout dans l'import export, dans les industries et le commerce. Le troisième groupement représente les nouveaux venus vers les années 2000, constitués surtout de ceux qui travaillent dans les projets d'Etat et dans les constructions de grandes infrastructures.

Opération pertubée

Dû au confinement, les activités économiques ont été en quelque sorte paralysées. des commandes sont annulées pour quelques sociétés. En effet, le confinement a retardé le transport des marchandises. Si cela durait 1 mois
auparavant, cela a pris jusqu'à 2 mois actuellement. Le ralentissement des opérations administratives et les interdictions de circulation du personnel ont eu un impact sur les revenus des entreprises. « Pour Mateza tole, on n'est pas encore sur le point d'envoyer nos employés en chômage technique vu qu'on fonctionne encore avec notre propre fond mais cela dépendra de l'évolution de la situation. Si jamais la situation persiste, on va devoir demander une aide financière aux sociétés du groupe en Chine. là-bas, ils sont déjà entrés dans le déconfinement et ont ainsi réactivé l'économie sociale. » s'exprime Shi Yingdong david, Président directeur Général de la société Mateza tole.

Pour la sécurité des investissements

Les entrepreneurs restent vigilants dans leurs investissements, en attendant le déconfinement avant d'entamer de nouveaux projets. D'ailleurs, ils veulent que leurs investissements soient plus sécurisés avec des mesures réglementaires plus strictes par rapport à la continuité de l'Etat. ainsi, même s'il y a changement de régime, les projets peuvent être pérennes. «En Chine, par exemple, on a promulgué une loi spéciale sur l'investissement pour protéger l'intérêt des investisseurs de l'étranger. a Madagascar, on peut aussi prendre exemple pour attirer plus d'investisseurs» demande le chef d'entreprise. En effet, plusieurs industries chinoises veulent se développer hors de leur pays, en partie Madagascar mais les entrepreneurs ont besoin de plus d'assurance et de stabilité politique pour garantir leur investissement.

Solidaritée et opportunité

Quoi qu'il en soit, Madagascar et la Chine maintiennent une relation très étroite. dans le cadre de la coopération économique, l'agriculture et le développement industriel font partie des secteurs prometteurs. après le Covid19, d'autres domaines sont à explorer, dont les plantes médicinales, car Madagascar tout comme la Chine a opté pour la médecine traditionnelle dans la lutte contre cette pandémie. Il y a aussi l'initiative chinoise «one belt one road» sur la mise en place des nouvelles routes de la soie et l'Expo-impo à Shanghai organisé chaque mois de novembre, qui se trouve être une opportunité pour les entrepreneurs de Madagascar pour présenter leurs meilleurs produits made in Madagascar. « Tout cela renforce de plus les amitiés entre les peuples des deux pays... le Covid-19 nous lance plus de défis et plus de soucis mais si nous travaillons ensemble, les difficultés ne seront que de courtes termes. L'après Covid-19 nous offre plus d'opportunités, je pense qu'il faut les saisir et les réaliser.» termine Shi Yingdong david.

Mampianina Randria | Onja Fanoitra R.

Marc Pozmentier

Directeur Général de la STAR

LE CLIENT AU CENTRE DE NOTRE REFLEXION

Fort de ses 25 années d'expérience, Marc POZMENTIER a pris la tête de la Star au mois de Janvier dernier. Le nouveau Directeur Général de la grande étoile réitère ses ambitions commerciales malgré la crise sanitaire et économique qui touche le monde. Rencontre avec un homme déterminé et engagé envers le marché malgache.

Vous venez de prendre la direction de la Star, quels seront vos principaux projets ?

Cela fait plus de 25 ans que je travaille pour Castel. J'ai commencé au Gabon puis l'algérie, l'iran, le Cameroun, le Burkina Faso et me voici à Madagascar depuis le mois de janvier 2020. J'ai plutôt un profil commercial. Les axes principaux de mes projets consistent d'abord à maintenir l'existant. La Star est souvent synonyme de Madagascar et on en est très fiers. Il nous faut maintenir cette image positive que reflète la Star au niveau social, économique et industriel.

Ensuite, ce qui est très important, c'est de remettre le consommateur au centre de notre réflexion. Ces dernières années, le travail qui a été mené portait surtout sur le circuit de distribution. Aujourd'hui, nous allons aller plus loin, partir à la reconquête du consommateur. Pour y arriver, nous avons besoin de développer la cohésion des équipes.

Bien entendu, le focus restera aussi sur la qualité. la qualité de nos produits qui est connue et reconnue, mais aussi la qualité au sens large : la qualité de nos relations avec nos partenaires. Cela reste pour nous une priorité. C'est un choix fonctionnel indiscutable.

Et enfin, la responsabilité. Si on veut concrétiser notre leadership, cela repose sur notre capacité à assumer notre responsabilité dans et envers notre environnement.

Ce qui est très important, c'est de remettre le consommateur au centre de notre réflexion.

Quelle est votre perception sur le secteur industriel à Madagascar et l'environnement dans lequel il évolue ?

Je suis arrivé depuis peu et dans une période plutôt compliquée. Je n'ai pas le recul suffisant pour évaluer le pouls réel du secteur industriel malgache. Mais il est clair que l'industrie malgache a un potentiel énorme, ne serait-ce qu'à travers ses ressources naturelles et humaines.

Historiquement, toutes les économies qui se sont détournées de l'agriculture et de l'industrie l'ont payé très cher à court terme. Madagascar ne doit pas suivre cette voie et promouvoir à la fois son potentiel agricole et industriel. Nous qui sommes dans l'agro-industrie en sommes les premiers témoins. Les derniers événements liés au CoVid-19 ont, une fois de plus, montré qu'une industrie forte et soutenue contribue au maintien d'un semblant d'économie et participe très fortement à la reprise économique via l'emploi et l'investissement.

L'industrie malgache a un potentiel énorme, ne serait-ce qu'à travers ses ressources naturelles et humaines.

En terme de développement de chaine de valeur, la Star a su nouer un partenariat durable avec les agriculteurs, est-ce que vous pouvez partager la clé de réussite de cette forme d'agriculture contractuelle ?

Notre filiale Malto à Antsirabe s'investit aux cotés des paysans depuis 1976. Aujourd'hui, un fort lien de confiance avec plus de 20 000 paysans dont 8 000 rien que pour la culture de l'orge, nous assure une source d'approvisionnement sûre, durable et intégrée. Chaque année, la part du malt vita malagasy croît dans la composition de nos bières avec pour objectif à moyen terme de répondre à 100% de nos besoins.

Avec plus de 100 000 emplois directs, l'industrie Malgache peut et doit jouer ce rôle. Pour cela, il lui faut un soutient de l'État dans cette lutte qui s'annonce face entre autres à l'inflation et au chômage. Aujourd'hui, 25% des recettes fiscales de l'État viennent de l'industrie.

Selon moi, Madagascar peut devenir le hub industriel et agricole incontournable de l'Océan Indien grâce à ses ressources naturelles et humaines, sa situation géographique, son mix entre l'Afrique et l'Asie et son grenier agricole.

Pourtant, l'industrie malgache fait face à de nombreux défis : l'énergie, le secteur informel, les infrastructures, les routes… Par exemple, il est très difficile de traverser le pays de part en part et d'acheminer des produits de qualité sur l'ensemble du territoire, tout comme de récupérer des biens de consommation. Des zones agricoles sont ainsi privées de ressources financières car on ne peut pas récupérer leurs récoltes.

«CHAQUE CRISE DOIT ÊTRE PRISE COMME UNE OPPORTUNITÉ, PAS SEULEMENT POUR LA STAR MAIS POUR L'ENSEMBLE DE L'INDUSTRIE MALGACHE»

Actuellement, le monde fait face au CoVid-19, est-ce pour vous une crise ou une opportunité pour Madagascar ?

Je vais citéer Churchil : «Un pessimiste voit la difficulté dans chaque opportunité et un optimiste voit l'opportunité dans chaque difficulté ». Chaque crise doit être prise comme une opportunité, pas seulement pour la Star mais pour l'ensemble de l'industrie malgache. On investit dans une activité et on ne peut pas baisser les bras et se dire : « ça y est, c'est fini ».

C'est une occasion pour repartir avec une feuille blanche, réfléchir à un nouveau départ.

A la Star, on suit tous les jours l'évolution de la situation, on assure la sécurité sanitaire de nos collaborateurs, on a revu le fonctionnement de l'entreprise, pour la partie agricole comme pour la partie l'industrielle.

Comment la pandémie CoVid-19 a impacté vos activités, la consommation ?

Nous n'avons pas de boule de cristal, nous ne savons pas quand cette crise sanitaire va se terminer mais nous savons déjà que l'impact sera très fort. La fermeture des points de vente à 13h00 est catastrophique pour notre activité. Généralement, nos produits sont consommés à la sortie des usines, des bureaux, en fin d'après-midi. C'est très compliqué pour nous.

Nous avons été obligés de fermer l'usine d'ambatolampy jusqu'à nouvel ordre. Malheureusement nous avons dû aussi mettre certains de nos collaborateurs au chômage technique. Vous savez, un industriel qui voit son outil de production à l'arrêt ne dort pas bien ! On est responsable non seulement des investissements vis-à-vis de nos actionnaires, mais aussi des familles de nos collaborateurs. Nous mettons tout en oeuvre pour redémarrer le plus tôt possible mais sans la levée des dispositions sanitaires indispensables, cela sera très compliqué.

Malgré ce contexte, la Star se mobilise et prend ses responsabilités. Nous avons été parmi les premiers à prendre des mesures sanitaires fortes comme par exemple en annulant le Star

Nous avons aussi été parmi les premiers à accompagner l'équipe du Centre de Commandement opérationnel COVID-19 en octroyant 1 million de bouteilles d'eau. Avec la fondation Coca-cola on va poursuivre notre action en dotant la Croix-rouge Malagasy d'une ambulance et à l'Etat des équipements de protection individuelle pour les soignants, nos héros, d'une valeur de 150 000 US$.

Quelles sont les conséquences de cette crise sanitaire sur le partenariat que vous avez avec les paysans ?

Cela représente un revenu non négligeable pour les paysans mais aussi et surtout une visibilité. Il y a eu un net ralentissement sur la validation des contrats de fermage au début de la pandémie. Les fokontany sont stricts et ont fermé, à juste titre, les villages même pour nos équipes. Il a donc fallu montrer patte blanche. On a pu enfin reprendre le chemin des champs et signer la totalité des contrats prévus avec +/-1 600 ha de fermage cette année. On augmente la surface de fermage chaque année, avec comme objectif de doubler la surface tout en améliorant les rendements et arriver à produire nos bières avec 100% d'orge local.

L'application mobile

STARnaka

les bonnes adresses de Mada

Retrouvez les bons plans à proximité de vous pour :

- 28 Bons plans
- où sortir
- où acheter
- livraison
- actualités

STAR

Scan me

Téléchargez gratuitement l'appli sur :

DISPONIBLE SUR Google play

DISPONIBLE SUR App Store

Quelle stratégie comptez-vous mettre en place pour redémarrer ?

On va accentuer les axes stratégiques pour être plus proches des consommateurs, pour mieux répondre à leurs attentes. La relance sera difficile après une telle crise, qui plus est, une crise mondiale. Il faudra de la patience mais aussi et surtout de la proactivité et de l'agilité afin de répondre rapidement aux attentes du consommateur tout en prenant en compte les enjeux et le contexte dans lequel nous évoluons.

En tant qu'industriel, quel message voulez-vous passer aussi bien pour vos pairs, que pour l'État et les citoyens ?

Je viens d'arriver à Madagascar et il serait prétentieux de ma part de passer des messages aussi bien à mes pairs qu'à l'État.

Les organisations professionnelles comme le SIM ont démontré que face à une telle crise, elles étaient capables de faire front en mobilisant leurs membres. C'est la preuve de l'importance de telles organisations dans le tissu économique et associatif.

Quant à l'État, il fait lui aussi face à une crise sans précédent, comme nous tous, il n'a pas beaucoup de repère et comme on le dit souvent, « la critique est facile, mais l'art est difficile … ». C'est donc à nous, opérateurs privés, de partager notre expérience et d'assurer à ce dernier tout notre soutien.

Les organisations professionnelles comme le SIM ont démontré que face à une telle crise, elles étaient capables de faire front en mobilisant leurs membres. C'est la preuve de l'importance de telles organisations dans le tissu économique et associatif.

Usine MALTO
Usine Andranovelona

A MADAGASCAR

La crise sanitaire du Etat des lieux et

L'insularité de Madagascar ne l'a pas protégé du Covid 19. Les premiers cas de porteurs du virus furent mis à jour en mars 2020. Face à cela, les autorités malagasy ont décidé, dans un premier temps, de fermer les frontières, procéder à des confinements, et traiter les malades. Puis organiser des traçages des possibles « cas contacts » et des tests de diagnostic rapide ainsi que la désinfection des rues des quartiers où des cas d'infection ont été constatés, pour, sinon enrayer, du moins ralentir la propagation du virus, en freinant les circulations de population.

Jusqu'à présent, la situation semble maitrisée, mais…trois mois après, nous en sommes à plus de 12.000 cas contaminés et plus d'une centaine de décès et nous passons une période critique. Cependant, les impacts visibles ne sont attendus que dans plusieurs mois en fonction de la durée de la pandémie.

Les problèmes socio-économiques

La fermeture des frontières et l'obligation de confinement pour éviter la propagation du virus sont plus que nécessaires pour freiner le développement de la maladie, mais malheureusement, elles sont des coups très durs pour l'économie. Certains secteurs clés connaissent un fort ralentissement. Le tourisme, les transports aérien et terrestre mais aussi les exportations des industries manufacturières et extractives, sont directement touchés. Le confinement fait chuter la production, situation aggravée par la baisse brutale de la croissance de ses principaux partenaires commerciaux, particulièrement la Chine, la France et les Etats Unis, (46% du total des exportations de Madagascar et 33% des importations en 2019).

Covid 19 : Perspectives

Tous les secteurs sont atteints. Beaucoup dans le secteur industriel mettent leurs ouvriers et employés au chômage technique, face à des difficultés en tout genre : les usines de transformation, dont les usines textiles, dépendent de l'extérieur pour leurs intrants et tournent au plus grand ralenti pour défaut de fournitures et d'intrants, un certain nombre d'exportateurs entrent dans la crise avec un niveau très faible de ressources en devises. Dans le secteur santé ce n'est pas mieux, les médicaments dont surtout les génériques, accessibles à la population malgache, sont produits en Chine et en Inde, les ruptures d'approvisionnements se succèdent, les faillites, les chômages techniques aussi, quant au secteur éducation, les écoles sont fermées.

Dossier conçu et préparé par :
Michèle Rakotoson, Evelyne Rakotomanana, Onja Fanoitra, Mampianina Randria, Léa Ratsiazo
Photo : Nosy Ranarisoa

SURVIVRE AU RALENTISSEMENT GÉNÉRALISÉ

Richard RANDRIAMANDRATO
Ministre de l'Economie et des Finances

La situation est tendue

Le Ministère de l'Economie et des Finances indique dans un communiqué que : « en raison d'un ralentissement généralisé des activités économiques, le taux de croissance économique pour 2020 est révisé à 0, 8% contre une prévision initiale de 5,5% ».

Le taux d'inflation quant à lui est révisé à 7,2% contre une prévision de 6,6%. Au niveau des finances publiques, les recettes publiques sont également en baisse. « les recettes fiscales et douanières initialement prévues de 7 036,80 milliards d'ariary, ne seront plus que de 5 000 milliards d'ariary pour 2020, soit une diminution de l'ordre de 29% par rapport à la loi de finances initiale, si le ralentissement des activités économiques ne dépasse pas trois mois », alors que les dépenses vont encore augmenter d'environ 724 milliards d'ariary pour soutenir les mesures d'urgence sociales décidées pendant le ralentissement économique, en sus du budget initialement prévu pour les secteurs sociaux dans la loi de finances initiale qu'il faut continuer à débloquer.

Le ralentissement se généralise

La situation économique est plus que tangente. Pour les experts du FMI, cette situation devrait considérablement impacter la croissance du PIB réel, la faisant fortement décliner. Une nouvelle facilité de crédit rapide (FCR) est accordée, ce qui permettra, entre autres, d'aider le pays à « répondre à ses besoins urgents de balance des paiements résultant du déclenchement de la pandémie de covid-19 ». Mais « un soutien financier supplémentaire des autres partenaires au développement au-delà de celui qui avait déjà été décidé avant le déclenchement de cette pandémie est nécessaire pour combler le déficit de balance des paiements résiduel et pour soulager la situation budgétaire », déclare Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint du FMI.

Les ressources risquent de ne pas suffire pour faire face aux dépenses et on risque d'assister à un effondrement économique important, car tous les secteurs productifs malgaches seront touchés par cette crise : ceux du tourisme, du textile et de l'exportation, comme il fut écrit plus haut, mais aussi celui du secteur informel, qui emploie plus de neuf salariés sur dix et qui contribue à 24% du PIB (ENEMPSI 2012). Là, les travailleurs ne disposent pas de protection de base comme les couvertures en matière de sécurité sociale, accélérant et aggravant la précarité de leur situation et leur pauvreté alors que cette crise–ci a toutes les chances d'être la plus importante des crises que nous avons subies depuis, pire que 2002 et 2009, car cette fois, elle est mondiale. Des crises sociales violentes et des émeutes de la faim sont à craindre.

LA SITUATION BUDGÉTAIRE SE DÉTÉRIORE ÉGALEMENT RAPIDEMENT AVEC DES DÉPENSES DE SANTÉ ET SOCIALES SUPPLÉMENTAIRES ET UN MANQUE À GAGNER IMPORTANT EN TERMES DE RECETTES FISCALES

Experts du FMI

Face à l'urgence de la situation liée à la pandémie du Covid 19, les ministres des Finances du G20 où figurent la Chine et l'Inde et les patrons des principales banques centrales du monde, ont décidé un moratoire d'un an sur le service de la dette des 76 pays les plus pauvres du monde, dont 40 pays d'afrique subsaharienne, « ce qui est une très bonne chose, car c'est une bouffée d'oxygène. » dit Monsieur Richard Randriamandrato, Ministre de l'Economie et des Finances de Madagascar. «Néanmoins, pour notre pays, ajoute-t-il, plutôt qu'un moratoire, que nous allons à avoir à payer six à douze mois plus tard, il vaut mieux mettre l'accent sur la situation de la dette publique. Pour nous, il est préférable d'annuler nos dettes bilatérales. Et c'est faisable.

Les résultats de la dernière analyse de la Viabilité de la dette (aVd) ont montré un faible risque de surendettement extérieur du pays. Madagascar est un pays qui n'est pas aussi endetté que d'autres, chez nous le service de la dette est à peu près de 11 millions de dollars. » Ce point de vue est partagé avec le Premier Ministre et la réflexion évolue dans le sens de la relance économique confirme-t-il. En effet, continue-t-il à expliquer: « A côté, nous avons aussi nos besoins en financements, que ce soit en appui budgétaire ou en appui à la balance de financements. Ce sont deux choses différentes et qui se complètent. Mais aussi en termes de financements de nos projets d'investissements publics. On a un plan de relance économique. Des échanges avec le secteur privé formel a permis de sortir un plan de mitigation ». Pour reprendre les termes de Rivo Rakotondrasanjy, du groupement du patronat malgache (FIVMPAMA), « le principal objectif, c'est d'abord stopper l'hémorragie de la dégradation du tissu économique. Ensuite, préserver l'emploi et les entreprises pour qu'on puisse avoir une base sur laquelle on peut s'appuyer au moment de la relance économique. » Pour l'instant, ce plan n'est pas encore validé.

Le deuxième point concerne le choix de politique économique pour l'avenir du pays. Toujours pour reprendre les termes du Ministre de l'Economie et des Finances, « il faut soutenir les secteurs les plus vulnérables : le tourisme, le transport, mais surtout cibler les petites et moyennes entreprises, comme l'explique la position du Président de la République et du gouvernement…

IL FAUT SOUTENIR LES SECTEURS LES PLUS VULNÉRABLES ...

Car les petites entreprises, les plus vulnérables, apportent autant de valeur ajoutée que les grandes entreprises et créent autant d'emplois que celles-ci, sans avoir un matelas de trésorerie pour faire face à un mois, deux mois, trois mois d'une situation critique pour leur trésorerie. Ce sont ces petites entreprises, qui emploient deux, trois personnes, qui ont le plus besoin de crédits pour tenir. Nous sommes en train de négocier avec la Banque Centrale et les banques primaires, pour mettre à leur disposition des crédits à taux bonifiés, à un taux moindre que les banques commerciales normales. »

Les axes pris pour la relance économique sont clairs : mesures fiscales urgentes pour soutenir l'économie et renforcer la protection sociale, suspension de certaines taxes et cotisations sociales pour soutenir le secteur privé, ainsi que fourniture de liquidités pour préserver la stabilité du secteur financier. En résumé, l'axe de développement est clair : consolider le secteur économique et protéger des emplois. Il y a là un plan et l'absence de surendettement malgache est un point fort pour la relance de l'économie malgache. « Certains de ces financements ne sont pas initialement prévus pour la lutte contre la covid-19, mais ont été renégociés en ce sens» dit le Ministre. Et dans le plan de relance, les soutiens financiers multilateraux sont privilégiés et les fonds locaux sont pris en compte, en partenariat public privé. «Nous n'avons pas la puissance financière de l'Europe, aussi nous allons créer des packages : fond de soutien, fond de garanties, et créer un mécanisme qui permet de garantir les prêts. »

Le FMI a déjà accordé un appui dans le cadre de la facilité de crédit rapide, l'Union européenne, la Banque africaine de développement, l'Agence Française de Développement etc… Le Ministre de l'économie et des Finances a également aussi confirmé que Madagascar figure parmi les pays éligibles pour bénéficier de l'effacement du service de la dette.

CONSÉQUENCE SOCIALE DU CONFINEMENT

Hery Lanto RAKOTOARISOA
Président du GEFP

interview

Expansion : Quelles sont les différents secteurs au sein du GEFP ?

Président du GEFP
Sur les deux cent cinquante usines en zones franches enregistrées par la CNaPS, le GEFP ou Groupement des entreprises franches et partenaires regroupe 106 membres. Notons que les zones franches emploient dans les 150 000 employés soit à peu près 30% des gens affiliés à la CNaPS. Nous avons parmi nos adhérents de nombreux secteurs, le plus important étant le textile, constituant à peu près la moitié des adhérents, l'autre composante importante du GEFP étant le traitement informatique avec divers secteurs : le BPI Business Process outsourcing, ceux qui s'occupent de traitement de données ou de développement offshore, et il y a des services clientèles, ceux que l'on nomme Call Center. Notons que depuis l'opportunité de la fibre optique, Madagascar est en pointe, dépassant en cela le Maroc. Outre cela, il y a plusieurs autres entreprises diverses : emballage, prothèse dentaire, articles de pêche, bijoux, miniatures de voitures. Il y a aussi l'agro-industrie, dont Bionex, producteur d'artemisia, Le0cofruit, huiles essentielles dans le SaVa, refrigépêche... C'est un secteur important qui contribue à l'amélioration de la balance de paiement.

Expansion : Le Covid a-il eu un impact important sur les entreprises franches

Président du GEFP
Oui, très important. Dès le mois de Janvier 2020, la source d'approvisionnement des matières premières a été touchée dans sa majorité. Car si par exemple, on parle des usines de confection, des usines n'ont pu tourner, car toutes les matières premières proviennent de Chine.

Et dès cette époque des difficultés se sont présentées pour payer les salaires. Puis en mars, c'est la demande qui a été touchée, la plupart des zones franches malgaches, exportant vers l'Europe en majorité, ou en Amérique dans le cadre de l'Agoa et en Afrique du Sud. Outre la chute des marchés, Madagascar a été confinée et les frontières et les ports ont été fermés, ce qui fut un facteur aggravant. Il est vrai que les bâteaux ont fonctionné, mais pour l'avion, on n'a qu'un cargo par semaine, puis ensuite, maintenant deux. Il y a eu beaucoup de commandes annulées à cause du confinement ce qui fait qu'en matière de trésorerie, ce fut extrêmement difficile. Mais en son temps, le GEFP avait décidé de respecter le confinement dans le maximum possible, pour qu'il s'arrête au plus tôt. En mars, les salaires ont pu être payés, en avril ce fut plus dur, dès cette époque, des entreprises qui payaient charges et emplois n'avaient plus de revenus.
Le secteur TIC a été un peu plus épargné, car lors de la crise, le télé-travail a beaucoup été utilisé. les call center ont dû ou pu travailler 24 heures sur 24, malgré toutes les difficultés : couvres feux et obligation d'autorisation de toutes sortes etc. Et malgré tout cela, le secteur franc a décidé d'aider le gouvernement : trois entreprises de call center ont mis à sa disposition leurs plateformes et leurs employés pour renforcer le 910 et 913. Nous avons donné cinq millions de masques. Nous avons discuté avec le Gouvernement et le Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, un plan de mitigation avec priorité numéro 1 : la sauvegarde de l'emploi. Nous avons envisagé à 50 milliards d'ariary, la somme qui aurait permis aux employés en chômage technique de tenir et pour cela nous avons adressé une demande de prise en charge exceptionnelle à la CNaPS, les employés y cotisant, pour leur retraite. Nous l'avons fait d'autant plus que le Ministère des Finances et le FOP sont les deux organismes de tutelle de la CNaPS et que le patronat y paie une part importante. La discussion a bien avancé, puis il nous fut répondu que cet argent est utile pour compléter ce qui est reçu en aide budgétaire. Il nous fut aussi répondu que la priorité du gouvernement était les PME et les PMI.
Nous avons demandé aux banques un report des échéances, les banques ont accepté, mais demandent des garanties, car même si les banques sont en surliquidité, elles en demandent. Pour pallier le problème, nous nous sommes adressés aux Fonds de Garanties. Il nous a été répondu que la demande à celles-ci ne pouvaitdépasser 50%. Tous les comptes étant faits, on demande 15% au gouvernement, là aussi les réponses sont biaisées. Malheureusement, il y a eu des malentendus, on nous a reproché de vouloir avoir des subventions, alors que nous nous battons pour ces employés qui ont perdus leur emploi. Que faire pour eux ? La crise sanitaire devient une crise sociale et c'est pour cela que nous alertons de toutes nos forces. Il ne faut pas refaire ce qui s'est passé en 2009 : destruction de tout un secteur économique et social. il a fallu dix ans pour remonter la pente. Et que va-t-il se passer maintenant ? Ce n'est pas le moment de se disputer, c'est une bagarre commune, il faut s'entraider et bien définir les priorités.

ÉCHANGE PUBLIC-PRIVÉ SUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE MULTISECTORIELLE

Comme il l'a annoncé, le Président de la République a tenu une réunion avec les opérateurs économiques et les capitaines d'industries malagasy le 17 juin 2020 au palais d'État d'Iavoloha. Dans son allocution le Président Andry Rajoelina a soutenu que la clé de l'émergence de Madagascar est l'industrialisation et plus précisément la promotion des produits « made in Madagascar ». En ce sens, le Chef de l'État a précisé que les priorités sont les projets d'industrialisation durable des secteurs à fort potentiel à Madagascar tel que : l'agriculture, le textile, l'agroalimentaire, la transformation de produits halieutiques, les transports, les BTP....

Ce plan d'industrialisation prévu dans le nouveau Plan Marshall annoncé par le Président de la République s'accompagnera également d'une campagne de travaux d'infrastructures sur tout le territoire malagasy. Par ailleurs, dans le domaine du tourisme, l'État réitère son appel à investissement dans ce domaine-clé et intensifie son action de soutien aux opérateurs touristiques. Le Président Andry Rajoelina a ainsi maintenu que la politique de développement touristique reste inchangée, et se base toujours sur la diversification de l'offre touristique. La rencontre de ce jour a vu la participation, entre autres, des représentants des entreprises regroupées au sein du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM), du FIVMPAMA, du GEM, du GEFP. Des échanges avec les PME et TPE sont également prévus très prochainement.

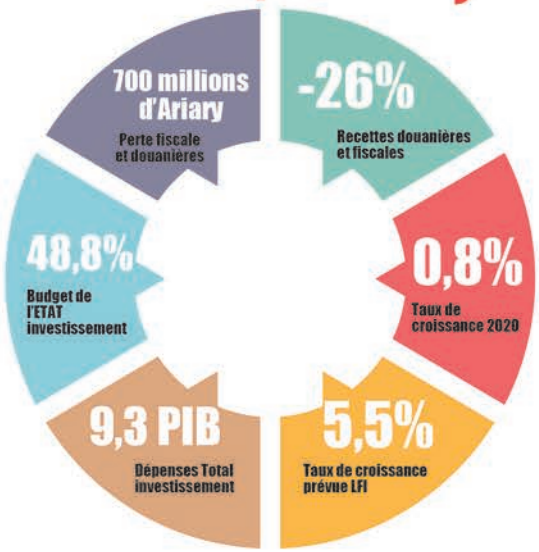
Loi de Finances Réctificative 2020, analyse

Les mesures d'endiguements nécessaires pour pallier les conséquences des inondations graves de janvier 2020 et celles de la pandémie mondiale de Covid-19 ont provoqué un ralentissement de la production, une baisse des recettes fiscales et douanières de l'ordre de 26% par rapport à la prévision initiale, une hausse des dépenses publiques. Cette situation a amené le gouvernement à rectifier la loi de finance initiale, pour le budget 2020.

Par rapport aux prévisions macroéconomiques précédentes, la loi de finances rectificative table sur un taux de croissance de 0.8%, soit 4.7 points en deçà du baseline de la loi de Finances 2020 initiale qui était de 5.5points. Une perte de l'ordre de 700 millions USD est estimée pour l'année 2020 en termes de Produit intérieur Brut nominal, la pandémie ayant lourdement impacté les secteurs du tourisme, du transport, des zones franches industrielles, des industries exportatrices et des services rendus aux entreprises et ménages, impact qui s'est progressivement transmis au reste de l'économie du pays.

Un plan multisectoriel d'urgence est proposé avec comme propositions précises: renforcement des mesures relatives à la protection sociale : tsena mora, tosika fameno, des travaux HiMo et argent-Contre-travail…etc), un appui à l'industrialisation par le report de paiements et allègements, la mise sur le marché d'intrants à bas prix, un appui aux projets d'industrialisation durable à fort potentiel: textile, agroalimentaire... avec la promotion des produits made in Madagascar.

Pour les PME vulnérables: mise en place de mesures incitatives comme des prêts à taux bonifiés, facilitation de l'accès au foncier, accès aux financements, garanties de liquidités dans les secteurs bancaires. Mais les subventions aux industries privées ne sont pas prévues. Outre cela, des travaux d'infrastructures sur tout le pays sont prévus : écoles, université, hôpitaux, barrages hydrauliques et hydro-electriques, routes, usines, sans oublier les infrastructures sécuritaires. Une grande importance a été portée sur la répartition équitable de ces installations au niveau des districts et des communes.



Et pour le secteur touristique très touché, outre le soutien aux opérateurs touristiques et la diversification de l'offre touristique, un appel à investissement dans le secteur est proposé. Dans ce cadre, les dépenses d'investissements continueront d'occuper une place prépondérante dans le budget de l'Etat, soit 48.8% des dépenses totales et représentant en l'occurrence 9.3% du PiB, soit un total de 5 195.2 milliards d'ariary, contre 5 048.3 milliards d'ariary dans la LFI.

SOLUTION NATIONALE

Joel RANDRIAMANDRANTO

MINISTRE DU TOURISME DU TRANSPORT ET DE LA MÉTÉOROLOGIE

Le choc : la fermeture des frontières: 30% d'annulation et 70% de reports de voyages. la crise va durer et c'est une crise nationale et internationale. il faut que la relance soit faite par les malagasy et l'Etat

Monsieur le Ministre, pensez-vous qu'un bilan des conséquences du coronavirus puisse être fait aujourd'hui ?

le secteur du tourisme est très affecté : hôtels, hôtelsrestaurants, maisons d'hôtes, agences, etc… il y a près de 1300 établissements qui se retrouvent en grande difficulté, sans clients, donc 10 000 salariés directs en situation extrêmement difficile, sans compter les guides, agences de voyages, tours opérateurs…, au bas mot, cela fait 400 000 personnes touchées par la crise, et je crois que je suis en dessous de chiffres. Je ne parlerais pas des emplois indirects. Car le tourisme est un secteur très transversal, il y a plusieurs secteurs qui en bénéficient et la crise en affecte pas mal, aussi faut-il être très vigilant.

Certains disent que les malgaches ont déjà traversé de nombreuses crises, et ils les ont surmontées et que celle-ci ne sera pas la première.

Cette crise risque d'être plus difficile que celle de 2002 et 2009, car c'est une crise mondiale. Aujourd'hui nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, nous ne pouvons attendre et les solutions doivent être interministérielles, que l'on puisse voir ensemble quelles sont les priorités et quelles actions on va mettre en place. Il faut que tous les secteurs puissent bénéficier les mesures qui vont être mises en place. On ne doit plus penser sectoriel, il ne faut pas que ce soit quelques opérateurs qui en bénéficient. En matière de tourisme, il y a une autre conception de la manière de voyager qui se développe. Les gens veulent voyager utile et solidaire maintenant, de plus en plus de personnes demandent un tourisme solidaire et durable… il faut créer ce produit touristique car il n'existe pas aujourd'hui.

Oui, mais pour l'instant, les avions sont cloués au sol.

On va développer le tourisme national, et on peut tout de suite se mettre en oeuvre dans ce cadre. Il faut booster celui-ci, adapter les prix et les prestations au pouvoir d'achat de la population, pour que celui-ci ne soit pas un frein à la consommation touristique. Car il y a une frange de la population malagasy, qui a un bon pouvoir d'achat, mais elle ne consomme pas les produits nationaux. Il faut viser celle-là, lui proposer ce produit nouveau. Il y a un très gros travail de promotion du tourisme national à faire là, il faut donner envie de voyager dans le pays, de découvrir la vie des paysans à la campagne… C'est tout un état d'esprit à changer, une stratégie d'approche à affiner, on peut parler de tourisme durable, solidaire et communautaire.

Et comment le faire, avec quels instruments, et comment diffuser ces idées nouvelles ?

C'est un travail de marketing et de communication à développer pour créer une image, faire des offres promotionnelles... le Ministère va créer un site qui répertoriera les possibilités. Et par ailleurs, pour booster la demande, un fond de consommation sera créé. tout cela sont des projets, mais il faut absolument faire des analyses sectorielles, savoir quels sont les soucis, les manques à gagner…

Effectivement, les idées que vous soumettez sont novatrices et séduisantes. Mais cela suffira-t-il ?

Elles permettront au secteur de ne pas s'effondrer et de trouver une autre clientèle. Mais il faudra aller plus loin, comme je l'ai dit plus haut, réfléchir à des produits nouveaux. la crise sanitaire permet de redéfinir le produit touristique malgache

Et pourriez-vous nous dire quel serait ce produit touristique ?

Il faut restructurer le tourisme à Madagascar. A côté de ce tourisme national, développer le balnéaire et le durable, correspondant plus à la demande actuelle des touristes. Cette option permettrait à celui-ci de sillonner une région et découvrir plus en profondeur celle-ci, à partir d'un point fixe, au lieu de faire de la route interminablement. Pour cela, créer deux hubs, pour développer le nord et le sud du pays. Ce seraient des produits balnéaires avec entrée Antseranana et Toleara avec des vols directs, venant de la France, d'Italie, de la Réunion etc…

Pensez vous que cela sera faisable. On connait les problèmes actuels d'Air Mad dès le 20 mars, la société aérienne Air Madagascar a cessé ses liaisons vers l'Extérieur, perdant ainsi 60% de son marché avec les liaisons trihebdomadaires vers Paris. Les vols vers Guangzhou en Chine sont aussi suspendus, les agences de Paris et de la Réunion sont fermées, sans compter la rupture avec air-austral et les 46 millions de dollars de loyer des airbus A340. Dans cette situation que faire ?

Il faut voir le problème différemment. de toutes façons, il faut restructurer air Mad, pourquoi ne pas le faire maintenant, créer par exemple des vols avec un coacher, c'est à dire reprendre des vols, ouvrir le ciel, mais une partie des sièges c'est Air Mad qui le vendra. il y a des solutions envisageables, il y a par exemple des compagnies locales, avec qui on peut travailler, des compagnies internationales avec qui on peut établir des accords. Mais il faut améliorer l'infrastructure notamment hôtelière. Et c'est là qu'on rencontre les plus grandes difficultés, surtout en matière de foncier. tant que ce domaine n'est pas stabilisé, les investisseurs hésiteront à venir.

Et en matière de transport, que faut-il faire ?

Dans ce domaine, la résolution des problèmes sera plus facile. Il leur faut surtout un appui pour les aider à redémarrer. Mais aussi améliorer le parc automobile des bus, améliorer les services offerts, normaliser le statut administratif des chauffeurs et receveurs, réguler le trafic. Nous pensons à une plateforme qui gèrerait tout cela. Mais la difficulté à laquelle on se heurte, c'est que c'est un service public, géré par des privés et il y a des réticences à tout changement, c'est difficile d'opérer des changements, mais nous y arrivons doucement.

Photo : Nosy RANARISOA

SOCIÉTÉ MALGACHE DE MAGASINS (S2M)

Le Vita Malagasy mis à l'honneur dans les enseignes Jumbo Score et Score

Comme chaque année, une opération spéciale Vita Malagasy s'est tenue dans tous les magasins Jumbo Score et Score de la Grande Île à l'occasion de la Fête de l'Indépendance. Ce sont plus de 500 produits locaux qui ont mis en avant via des remises exceptionnelles à Antananarivo, Toamasina, Antsirabe, Fianarantsoa, Toliara, Majunga ou encore Antsiranana.

«Compte tenu du contexte actuel particulier et de l'état d'urgence sanitaire, nous voulons, à travers cette opération, apporter notre contribution à la relance de l'économie à Madagascar en mettant à l'honneur les produits Vita Malagasy ainsi que leurs fournisseurs. Ce sont des produits incontournables dans notre offre qui représentent près de 50% du chiffre d'affaires de nos magasins. Ils sont recherchés et appréciés par nos clients » précise Marc Scheffer, Superviseur des magasins Score.

Ainsi, ce sont plus d'une quarantaine de fournisseurs locaux qui ont disposé de visibilités spécifiques pour mettre en avant leurs produits à l'image notamment de Taf, Star, Mellis ou encore Socolait. L'objectif est de recruter puis fidéliser des consommateurs mais également de leur faire découvrir de nouveaux produits. À ce titre plusieurs entreprises ont profité de cette opération pour présenter leurs dernières innovations telles que Ferme Aina et Homéopharma.

Malgré les restrictions liées à l'état d'urgence sanitaire, tous les emplois et les salaires ont pu être préservés

La Société Malgache de Magasins compte aujourd'hui plus de 1 700 collaborateurs qui assurent le fonctionnement de ses 69 magasins. Malgré les restrictions liées à l'état d'urgence sanitaire, tous les emplois et les salaires ont pu être préservés. Des projets sont toujours en cours comme le démontre l'ouverture récente d'un onzième supermarché Score à Fianarantsoa. « C'est une fierté pour notre groupe d'avoir pu conserver l'intégralité de nos collaborateurs. Ils se sont pleinement mobilisés pour assurer la continuité de notre activité et servir nos clients dans les meilleures conditions tout au long du confinement. Nous les remercions et souhaitons poursuivre dans cette dynamique. Nous comptons également sur les fournisseurs locaux pour proposer des opérations commerciales et des produits toujours plus innovants afin de développer l'attractivité de nos points de vente ».

Rendez-vous est déjà pris en juin 2021 pour la prochaine opération Vita Malagasy des enseignes Jumbo Score et Score.

RR

SCORE jumbo

SCORE

SUPERMAKI

s'engagent pour la promotion du VITA MALAGASY

Défendre, valoriser et encourager l'économie locale

Plus de 700 partenariats noués avec des producteurs locaux

Près de 14 000 articles Vita Malagasy référencés dans nos enseignes

50% du chiffre d'affaires de nos magasins réalisé par des marques Vita Malagasy

apica

COTISSE :

UNE REFERENCE DANS LE TRANSPORT LOCAL

Alain Eddie Nantenaina
RAKOTOARISOA

Directeur Général Adjoint Cotisse

Cotisse, existe depuis sept ans à peu près. Au début, en 2013, sa première destination fut toamasina. Depuis, ses destinations se sont élargies : Mahajanga, Morondava, Antseranana et Cotisse est devenue une coopérative, comme les autres, mais avec des moyens plus modernes que les autres. Actuellement, comme je l'ai dit plus haut, il y a un PDG qui pilote et coordonne tout le monde, et des présidents de coopératives qui travaillent avec lui.

Vous avez développé un suivi très important des voyageurs. Est-ce important ?

Oui, cette crise atteint le monde entier et même des grands pays, il y aura des séquelles, mais il ne faut pas désespérer, elle oblige à une grande vigilance. Nous avons développé toute une politique de services de qualité : suivre de près les innovations technologiques, offrir une gamme de prix adaptée à tous les budgets, pas de politique haute saison ou basse saison, le prix reste le même, par contre si nous sommes dans l'obligation d'augmenter nos tarifs, nous suivons la loi et avertissons quinze jours à l'avance.

Vous parlez de coopératives, quelles sont les autres compagnies de transport qui vous ont rejoint ?

Les cooperatives Sonatra et Anjara Trans. Cotisse est une vitrine ou un label avec comme devise « offrir une qualité de service qui satisfasse le client » et le but est de travailler comme un aéroport ou un grand hôtel : avec un service de réservation le plus efficace possible, banque, internet… et des voyages confortables.

Mais comment faites-vous pour vous en sortir du point de vue rapport qualité-prix ? Comment arrivez-vous à équilibrer vos charges ?

Nous sommes obligés de toujours penser à l'amortissement, aussi calculons-nous le tarif en fonction des charges par kilométrage. Nous avons choisi de privilégier le service direct avec les consommateurs, sans passer par les intermédiaires (Mpanera) car autrement le rapport qualité-prix est déséquilibré par ceux-ci. Aussi avons-nous informatisé au maximum : service de réservation en ligne depuis deux ans, service de géolocalisation pour suivre les chauffeurs, la vitesse des voitures, les arrêts brusques…, flotte de téléphones pour que le chauffeur soit en contact permanent avec le siège, et depuis quelques semaines, pour aider dans le travail de dépistage de la maladie et de traçage de l'épidémie, les coordonnées des voyageurs seront enregistrées sur ordinateur, à usage interne et dans le cadre de la maladie. Il est, bien entendu, hors de question de dévoiler les coordonnées de qui que ce soit sauf sur demande officielle.

Mais le fait d'utiliser ainsi des moyens technologiques modernes, un peu froids, ne risque-t-il pas d'éloigner la clientèle ?

Actuellement 30% à 40% des réservations se font en ligne et les chiffres sont en augmentation. les clients réservent même depuis les Etats Unis. Les paiements peuvent être opérés aussi par mobile banking, nous avons un call center. le client n'a plus à se déplacer et à subir des embouteillages pour réserver une place et la plus grande discrétion est assurée. Il n'a plus à attendre longtemps avant de rentrer dans la voiture. De plus, nous avons des caméras de contrôle pour la sécurité.

Vous avez pu bénéficier de rapports élogieux sur Trip Advisor, qui est la référence en matière de tourisme, croyez-vous que vous pourrez faire revenir les touristes étrangers chez vous, grâce à votre politique de communisction, réservation, fidélisation…

En tout cas, la mention de Trip Advisor nous a beaucoup aidé et nous oblige à nous battre pour maintenir la qualité.

Revenons au mode de fonctionnement. Vous faites aussi des partenariats, avec la Croix rouge, ou d'autres organismes. Est-ce que vos partenariats diminuent vos charges ?

Un partenariat est une négociation donnant-donnant, en échanges marchandises. Nous avons, par exemple, établi un partenariat avec la Croix rouge pour qu'elle puisse nous aider en cas d'accidents, elle a, par ailleurs, donné des trousses de secours, a donné des cours de secourisme à nos chauffeurs. Par contre, si nous n'avons pas de partenariat avec les gendarmes, en cas d'insécurité, nous collaborons avec eux, pour les avertir de tout danger qui peut surgir et nous roulons toujours en caravane en mesure de sécurité.

Maintenant, venons-en à la période actuelle ? En période de confinement, comment avez-vous fait ?

Pendant tout ce confinement nous avons donné la priorité à l'entretien. Nous avons profité du confinement pour restaurer nos voitures, nouvelles ou bonnes occasions, pour qu'elles soient comme neuves, et nous nous sommes conformés aux directives en cours actuellement : un couloir, pas plus de trois personnes par travée, désinfection de la voiture etc…

Avez-vous une politique de renouvellement de votre parc automobile ?

On dégrade les véhicules, les VIP sont toujours neuves, puis elles deviennent light… et il y a un règlement que tout le monde doit suivre. Notre but c'est de systématiser ce mode de travail.

Donc on peut dire que vous vous préparez aux mesures barrières en cas de déconfinement ?

Oui. dès que les voyageurs franchissent la porte, ils sont soumis au gel désinfectant, et aux mesures barrières, distantiation sociale, etc.

Fonds de garantie une solution pour les PME

Parlez-nous de Solidis ?

Existant depuis plus de 10ans, Solidis est un établissement financier qui favorise l'accès aux financements des PME et ménages malagasy, porteurs de projets viables et crédibles. Notre mission consiste à accompagner le développement de ces entreprises à travers nos solutions de garantie innovantes, nos financements sur mesure ainsi que notre assistance technique personnalisée.

Y a-t-il des critères particuliers pour que ces PME bénéficient de votre appui ?

Nous soutenons les PME existant depuis au moins 6 mois, formelles ou en cours de formalisation, qui travaillent dans tous les secteurs d'activités potentiels comme l'énergie, le BTP, le commerce, l'agroalimentaire, …

Comment fonctionnez-vous avec les établissements prêteurs ?

Nous travaillons en étroite collaboration avec les banques et les institutions de microfinance. Comme vous le savez une frange de clientèle à fort potentiel reste exclue des services bancaires traditionnels à Madagascar. Avec la caution financière de Solidis, nous optimisons la relation Etablissement financier-Entreprise en offrant d'une part à cette catégorie de clientèle une opportunité d'accéder facilement aux crédits bancaires, et d'autre part, aux établissements financiers, un partage de risque sur les prêts accordés.

La pandémie a-t-elle influencé vos opérations ?

Cette pandémie a bouleversé le quotidien de tout en chacun. Avec la mise en quarantaine des villes et le confinement, nous sommes obligés d'adapter notre mode de fonctionnement en un temps très limité. En tant qu'appui aux MPME, Solidis suit de près les incidences économiques de la crise dus au CoVid-19 pour mieux servir nos clients.

Face à cette pandémie, quelle approche adoptez-vous pour soutenir les PME malagasy ?

Pour faire face à ce choc sans précédent, nous continuons à soutenir rigoureusement les PME en leur proposant une garantie financière en couverture d'une ligne de soutien de fonds de roulement. Cette ligne de crédit court terme, véritable bouffée d'oxygène en trésorerie, permettra d'assurer le règlement de leurs charges courantes fixes, tels que le salaire du personnel, le loyer, les charges d'eau et électricité, … avec un premier remboursement après la crise sanitaire. dans ce mécanisme, afin d'accélérer la décision bancaire, SolidiS soutient le dossier qui est présenté auprès de la banque. Par ailleurs, pour les entreprises ayant des engagements en cours auprès des établissements financiers partenaires, un report de paiement d'échéances allant de 2 à 6 mois peut également être accordé.

Selon vous, quelles mesures proposerez-vous au gouvernement pour résoudre cette crise ?

La résolution de cette crise, majeure, nationale et internationale, ne pourra se faire que par un travail collectif entre l'Etat, les entreprises et tous les acteurs économiques. C'est pour cela qu'il est important de réfléchir à des appuis, relevant d'un processus et d'une organisation durable, accompagnant une relance économique. Afin d'éviter les faillites en cascade et minimiser le risque systémique, il est important que l'Etat malagasy renforce le soutien apporté aux entreprises, à travers un guichet unique qui formalisera la demande, donnera la garantie et fera le suivi dans les banques. Il est important aussi de permettre aux banques de renouveler ou de restructurer les prêts en cours, créer un dispositif spécifique d'aide aux entreprises en difficultés par filière (fonds mutuel), augmenter fortement les garanties de crédits de trésorerie en faveur des entreprises.

SOLIDIS GARANTIE

Gestion covid & post-covid

Cash Working Group
Une alliance comme filet de sécurité

Trente-trois organisations de l'État Malgache, de la société civile et des Nations unies se sont associées en Cash Working Group pour faire face à la pandémie du covid-19 et anticiper, déjà, la gestion post-covid à Madagascar.

"Le Cash Working Group est un groupe de travail qui est composé généralement par les acteurs en protection sociale ou urgence humanitaire et qui effectuent dans leurs activités des transferts de cash: transferts monétaires. Ce n'est pas une institution formelle mais plutôt un comité ad hoc et composé de Partenaires Techniques et Financiers et d'acteurs de terrain. Sous l'égide du MPPSPF (Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme) et également du BNGRC (Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes) pour les cas d'urgence, ce groupe de travail est activé surtout en période d'urgence, cas des cyclones ou inondations et actuellement dans le cadre du CoVid 19, affirme Mr Mamisoa Rapanoelina, Directeur au Niveau du FID.

Le Cash Working Group est constitué par en trois grands acteurs dans la gestion de cette crise sanitaire provoquée par le Coronavirus 2019. Le premier groupe est composé des responsables coordination, suivi et contrôle, mené par le Ministère de la Population, de la Protection Sociale et de la Promotion de la Femme. Le second regroupe les Partenaires Techniques et Financiers comprenant la Banque Mondiale et le PNUD. Et le dernier, les agents Exécutifs.

Ces agents sont responsables de pré-enregistrement: le FID et le PAM, de la prise en charge du paiement: plusieurs organisations de la société civile; et des agences de paiement: mobile banking, la poste malagasy et Western Union. Les agents de pré-enregistrement établissent une base de données qui est utile en gestion de pandémie mais également pour la perpétuation et l'ajustement des programmes en post-pandémie.

Programme de Filets Sociaux de Sécurité.

Le Ministère de la population à Madagascar mène le Programme de Filets Sociaux de Sécurité avec les équipes du Cash Working Group. Ce programme est composé de l'ACTP (Argent contre travail productif), dont Vatsin'Ankohonana fait au niveau de sept districts de sept Régions. Ensuite, vient le TMDH (Transfert Monétaire pour le Développement Humain), dont "Let Us Learn" en partenariat avec l'UNICEF, qui consiste à donner de l'argent aux foyers les plus démunis en échange de leur engagement à envoyer leurs enfants à l'école au lieu de les faire travailler.

"Tout ce programme est en fait compris dans notre Politique Nationale de Protection sociale, loi promulguée en 2019. D'un autre côté, nous avons aussi la Haute Stratégie de Protection Nationale conduit par la Primature qui est en pleine élaboration et sera divulguée sous peu" affirme Monsieur RANDRIAMANANJARA Andrianiaina, Directeur Général de la Protection Sociale au niveau du Ministère de la Population.

Sécurité sociale en deux déclinaisons.

La Sécurité Sociale à Madagascar comporte deux régimes: le régime contributif et le régime non contributif. Le Premier sert de filet de sécurité aux travailleurs du secteur formel, ceux qui paient les taxes et sont enregistrés au niveau de la CNaPs (Caisse Nationale de Prévoyance Sociale Madagascar). Le régime non contributif est, quant à lui, adressé à la population classée vulnérable. Elle bénéficie alors des programmes d'appui à la nutrition et de logement, de réinsertion sociale par l'octroi d'Activités Génératrices de Revenus.

" Durant la période de pandémie, outre tous nos programmes avec le Cash Working Group, nous sensibilisons et encourageons la prise de CVO pour renforcer l'immunité. Après la pandémie, nous espérons qu'on pourra faire un déconfinement total (...) le rôle de notre Direction sera d'être une assistance psycho-sociale accompagnant la population à travers nos intervenants sociaux" confirme le DG de la Protection Sociale du Ministère de la Population.

Onja Fanoitra R.

Fonds Malgache de Formation Professionnelle :

Investir sur le capital humain

Le Fonds Malgache de Formation Professionnelle ou FMFP finance des projets de formations professionnelles. Durant cette pandémie, il continue d'appuyer les entreprises et encourage la formation à distance.

Le but principal est de développer le capital humain. Le Fonds Malgache de Formation Professionnelle veut maintenir l'employabilité, en ces temps de crise. Il accompagne les acteurs les plus touchés par les impacts du Covid-19. Pour le secteur du tourisme, le FMFP finance actuellement la formation professionnelle de 300 jeunes sur les métiers de base en hôtellerie et restauration (serveur, barman, cuisinier...), un projet initié par le FHORM (Fédération des Hôteliers et Restaurateurs de Madagascar). Dans le secteur santé, les organismes de santé médical inter-entreprises tels que l'OSTIE, l'AMIT ou bien le SMIA ont également bénéficié des financements du FMFP pour la formation de leurs salariés. Dans le secteur éducation, une cinquantaine d'établissements scolaires, notamment dans la région de Vakinankaratra vont pouvoir mettre à jour les compétences des enseignants durant ce confinement.

IL FAUT SAVOIR QUE LE MONDE ÉCONOMIQUE AVANT LE COVID19 NE SERA PLUS LE MÊME APRÈS LE COVID19... D'ABORD, LES SALARIÉS DES ENTREPRISES DOIVENT AVOIR LES COMPÉTENCES NÉCESSAIRES POUR FAIRE FACE À LA PANDÉMIE, ET PLUS QUE JAMAIS, ILS DOIVENT ÊTRE PRÊTS POUR LE POST-COVID QUI VA IMPLIQUER DE NOUVELLES MÉTHODES DE PRODUCTION. IL Y AURA DES DÉFIS SUR LA DIGITALISATION, LA COMPÉTITION, ET LES MUTATIONS ORGANISATIONNELLES. ON NE VA PAS ATTENDRE LE REDÉMARRAGE, IL FAUT LANCER DÈS MAINTENANT

Jean Luc Ramamonjiarison, directeur Général du FMFP

Le FMFP encourage les employeurs à profiter de ce ralentissement économique pour former leurs collaborateurs en adoptant la formation à distance. En effet, la formation à distance est désormais fortement recommandée par le FMFP pour développer les compétences tout en respectant les mesures de distanciation sociale. Pour accompagner les diverses solutions face à la crise socio-économique que subit le pays, le FMFP compte lancer avant la fin de l'année plusieurs appels à projets avec le soutien des Partenaires techniques et Financiers : l'Agence Française de Développement et l'Union Européenne. « Le post Covid, ce sera toute l'année 2020. Bien sûr, il y a l'aspect économique mais la clé, c'est surtout l'aspect humain. Il faut que les employés se développent en terme de savoir-faire.» souligne le directeur Général.

Formation : Un besoin fondamental

Bien avant la crise pandémique, le problème d'emploi résidait déjà à Madagascar. « Les compétences des salariés et des postulants ne répondaient pas aux besoins et aux profils requis par le marché de l'emploi.» expose Mbolatiana Rakotoarimalala, Responsable de la Communication du FMFP. la création d'un organe d'appui à la formation a été alors discutée depuis 2015 par les partenaires sociaux, les Partenaires techniques et Financiers et le gouvernement. Le FMFP a été opérationnel au mois de mars 2019. Depuis, il a lancé deux appels à projets et a répondu à quatre vagues de requêtes individuelles d'entreprises. Plus de 250 entreprises ont bénéficié du financement pour former plus de 15.000 salariés répartis dans 19 régions de l'île.

Le Comité Sectoriel Paritaire qui est composé des représentants des employeurs et des représentants des syndicats, est l'organe stratégique du FMFP qui sélectionne et valide les projets à financer. la sélection se base sur 10 secteurs ; dont les 5 secteurs prioritaires définis par la PNEFP: le tourisme- Hôtellerie et restauration (THA), le développement rural, la technologie de l'information de la Communication (TIC), le textileHabillement etaccessoires (THA), le Bâtiment travaux Publics et ressources Stratégiques (BTP- RS); les 4 secteurs multisectoriels: le service financier, le transport et concessionnaire automobile, l'éducation, la santé et le sport, et les professions libérales comme le commerce, ainsi que le secteur informel, de type équité.

Fonds octroyés

Le FMFP finance des projets inter-entreprises pour permettre aux entreprises d'avoir des formations de qualité qui requièrent un coût élevé. La sélection des projets de formation à financer se fait alors par appel à projets. Ce financement est constitué de la cotisation de l'entreprise auprès du FMFP, multipliée jusqu'à 100 fois plus par des fonds provenant des Partenaires techniques et Financiers. L'apport de ces derniers variait jusque-là en moyenne entre 25 millions et 40 millions d'ariary par projet. Le FMFP finance également des formations individuelles de l'entreprise. Le plafond des fonds octroyés pour ce type de projet représente 70% de sa cotisation auprès du FMFP. Par ailleurs, les formations de type équité, destinées aux acteurs de l'informel, initiées par les associations, ONG ou groupements sont financées exclusivement par les fonds apportés par les Partenaires Techniques et Financiers. Par exemple, le FMFP a financé la formation de 1.350 éleveurs de porcs initié par l'ONG Vahatra en 2019.

Mampianina Randria

Le groupe JCR Vaniala
et la valorisation des plantes médicinales malagasy

Suite à l'appel du Président de la République Andry Rajoelina auprès des chercheurs, médecins, tradi-praticiens malagasy et des gens de bonne volonté pour contribuer à la lutte contre le Covid-19 qui sévit dans le pays, le groupe JCR dirigé par le Dr Jean Claude Ratsimivony n'a pas hésité un seul instant pour répondre à cette urgence sanitaire.

Le groupe a aussitôt proposé des solutions à base de plantes médicinales malagasy issues d'une longue tradition ancestrale et d'une expérience de plus de 40 ans dans le maniement des plantes. Il a ainsi fait prioritairement des dons de kits de protection et de prévention contre le Covid-19 aux personnes qui sont sur le front (médecins , personnel de santé , association, ordre des médecins), et aussi à l'Administration (Ministère des Finances et du Budget , de la Justice , de l'Industrie, du Commerce et Artisanat, de l'Energie et à l'agence des médicaments…) et aussi aux Institutions : (Assemblée nationale, Sénat, et le CFM) sans compter les 26 communes dans le district d'Atsimondrano.

Ces kits sont composés des produits de Vaniala spécialement destinés dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, dont des baumes Fosa (un savant mélange de 7 plantes médicinales très puissantes) et des solutions hydro-alcooliques désinfectantes à base de vahona. Ils ont en parallèle mené une campagne de sensibilisation en partenariat avec le Lions Club Vohitsara auprès des personnes vulnérables du Foyer de Vie (personnes âgées ou ayant des maladies amenuisantes comme le diabète , l'hypertension..) vu que les risques sont plus élevés pour cette strate. Le groupe JCR a plusieurs années d'expériences en médecine traditionnelle et alternative. Le groupe a offert également des boissons naturelles ou eaux essentielles à base de citron , de gingembre et d'hibiscus et qui ont pour propriétés de renforcer le système immunitaire et les défenses naturelles de l'homme.

Recherche sur l'artémésia Le groupe JCR fait partie des précurseurs des recherches sur l'artémésia à Madagascar. Le groupe a travaillé avec la Maison de l'artémésia en France et en Afrique dans les années 2013 et a cotoyé Alexandre Poussin (la famille qui a fait le tour de Madagascar à pied), le professeur Lutzen et le docteur Lucile Cornet (la présidente de l'association) «l'artémésia fait partie de notre arsenal thérapeutique de la médecine traditionnelle grâce à ses vertus thérapeutiques sur plusieurs pathologies tels que la fièvre, le paludisme, les états grippaux, la fatigue, le vertige, l'hypertension, le diabète et les parasites. C'est une plante à la fois préventive et prophylactique, et est conseillée dans la prévention contre cette pandémie et en suivant les précautions d'usage recommandées

Institut Malagasy de Recherches Appliquées

La médecine traditionnelle peut sauver Madagascar

Bien malgré elle, la vénérable institution IMRA fondée par l'éminent Professeur Rakoto ratsimamanga est entraînée dans un tourbillon médiatique mondial depuis le lancement du Covid organics CVO par le Chef de l'Etat Andry Rajoelina. Le CVO est présenté comme un remède à base d'artemesia annua contre le Covid-19, mis au point par l'IMRA.

Après des débats houleux sur la prééminence injustifiée de la politique dans un domaine éminemment scientifique, le Professeur Rafatro Henintsoa chef de laboratoire à l'IMRA est monté au créneau pour défendre son produit. Enseignant-chercheur spécialisé en médecine traditionnelle, le Professeur rafatro a su capter son auditoire et convaincre. Plébiscité par sa maîtrise parfaite de la langue malagasy avec ses détails techniques et scientifiques, le pharmacologue, chef de laboratoire de l'IMRA fort de ses 30 ans d'expérience en médecine traditionnelle, dont 20 ans en recherche de raokandro, a donné de plus amples explications sur le CVO. L'IMRA a travaillé sur l'artemesia, la base du CVO, depuis une trentaine d'années selon l'éminent chercheur. Le CVO est composé à 62% d'artemesia en plus de deux autres plantes endémiques. la médecine traditionnelle chinoise utilise l'artemesia annua depuis 2000 ans, rappelle-t-il. l'artemesia entre dans le traitement de 278 maladies diverses mais pas seulement contre le paludisme, note le chercheur.

"LA MÉDECINE TRADITIONNELLE PEUT SAUVER LE PAYS"

Estime le Professeur Rafatro Henintsoa, Chef de laboratoire de l'IMRA (Institut Malagasy de Recherches Appliquées), sous les feux de l'actualité depuis la présentation du Covidorganics CVO.

Pour le cas de Madagascar en particulier, le Professeur rafatro Henintsoa estime que les malagasy disposent d'un anticorps assez élevé. d'après lui, au moins, 80% des malagasy ont recours surtout à la médecine traditionnelle à travers les plantes médicinales. la preuve, la ruée vers le ravintsara et kininimpotsy dès l'annonce des premiers cas de Covid-19 à Madagascar. Ceci peut expliquer la résistance de la plupart des malagasy face à cette maladie. D'ailleurs la majorité des médicaments conventionnels sont issus de la médecine traditionnelle selon ce pharmacologue.

CVO : La tisane made in Madagascar

Le chef d'Etat Malagasy Andry Rajoelina a réussi un grand coup de communication à l'échelle mondiale avec le Covid-organics CVO, la tisane made in Madagascar contre le Covid-19. Mis au point par l'IMRA (Institut Malagasy de Recherche Appliquée) qui a déjà travaillé sur cette plante depuis 30 ans. Cette tisane est fabriquée à partir d'un remède traditionnel amélioré à base de la plante antipaludéenne, l'Artemesia annua.

Course aux remèdes et enjeux financiers

Les réactions sont à la hauteur de la force de la pandémie qui provoque hécatombes, récessions économiques, désastres sociaux sans précédents à travers le monde. Et nombre de pays industrialisés rejettent catégoriquement la décoction présentée par le Chef de l'Etat malagasy. l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé (ANSM) française, met en garde contre certains produits naturels présentés comme efficaces contre le virus. Cela faisant, elle pointe du doigt la mise en vente de produits à base de plantes, en particulier la plante artemisia annua, ou armoise annuelle. Ironie et condescendance se font jour. la chaîne d'information française LCI a carrément présenté le CVO dans la rubrique Fake news. Peur de la concurrence : il faut dire que depuis le début de la pandémie en Chine, toutes les grandes firmes pharmaceutiques se lancent frénétiquement à la course aux remèdes et vaccins contre le Covid-19. Ce sera le pactole assuré pour la firme qui trouvera le premier vaccin et/ou le premier médicament contre le Covid-19. Les enjeux financiers sont colossaux. Même son de cloche du côté de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé), qui au début a martelé que « les éventuels effets préventifs voire curatifs de cette tisane n'ont été validés par aucune étude scientifique ».

D'après le Chef de l'Etat malagasy, le CVO est à la fois préventif et curatif.

La photo du Président malgache buvant le contenu d'une bouteille du tambavy CVO en public, lors du lancement officiel de la tisane, le 20 avril 2020, a fait le tour du monde. Des débats sont organisés autour de la question. Le monde entier en parle dans toutes les langues. La polémique fait rage. Les enjeux financiers liés à cette pandémie expliquent en partie la vive réaction mondiale face à cette décoction malagasy.

Son intervention sur les chaînes France 24 et radio France internationale a trouvé des échos positifs auprès de beaucoup d'africains. Car, la façon de présenter l'Afrique toujours en terme négatif hérisse et est vécu comme de la condescendance, aggravée par certains propos de scientifiques français sur la chaîne française ICI. ils semblent oublier que ce sont les occidentaux qui enregistrent le plus nombre de victimes du Covid-19. Ils suggèrent de faire des tests de vaccins en afrique, minorant le fait que le nombre de décès et de malades du Covid-19 est assez bas sur le continent africain en comparaison aux autres pays de la planète. Quoiqu'il en soit, il faut toujours s'attendre à une catastrophe socio-économique.

Aussi, pour des multiples raisons, quelques pays africains ont commandé du tambavy CVo auprès des autorités malagasy. Des dons sont envoyés à quelques pays africains comme la Tanzanie, la Guinée Equatoriale, la Guinée Bissau, les Comores, le Congo Brazzaville et le RDC Congo, Nigéria. l'Afrique du Sud pour sa part a proposé d'aider la Grande ile à faire des essais cliniques sur le CVO. De son côté, le Sénégal procède d'ores et déjà à un essai clinique sur l'artemesia annua. Le CVO ne pourra être utilisé qu'après des résultats clairs a indiqué Daouda Ndiaye, chef du Service de Parasitologie-Mycologie de l'Université Cheikh anta diop de Dakar qui dirige une équipe de scientifiques appelée à produire la documentation scientifique et à préparer la mise en application d'un essai clinique relatif à l'artemisia. L'OMS a pondéré ses propos. « La médecine traditionnelle, soutenue par des études scientifiques, peut contribuer à un meilleur accès aux médicaments et à la couverture sanitaire universelle en afrique » déclare-t-elle. Lors d'une vidéo-conférence entre le Chef de l'Etat malagasy Andry Rajoelina et le Directeur Général de l'OMS Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus; le Président malagasy propose 2 protocoles de traitements du Covid-19 à Madagascar, candidats au « Solidarity trial » mondial : le Covid-organics tambavy et le médicament injectable, tous deux à base d'artemesia et d'autres plantes traditionnelles. dans la foulée, le Président malagasy demande une clause de confidentialité de ces deux produits. demande acceptée par le directeur général de l'OMS. L'OMS soutiendra Madagascar pour évaluer le Covid-organics, à travers des analyses du produit qui seront menées « le plus rapidement possible», et des observations cliniques seront opérées, dit Michel Yao, responsable des opérations d'urgence de l'OMS Afrique qui a pris le relais du DG de l'OMS. L'aide qu'on va apporter, sera d'aider à adopter un protocole scientifique qui puisse permettre d'évaluer selon les standards internationaux l'innocuité de ce médicament. Sur terrain «cela va se mettre en place très rapidement. » Un expert totalement dédié à cela pourra aller dans le pays en cas de besoin. Ces tests seront menés d'abord à Madagascar, mais l'OMS n'exclut pas de les étendre « s'il y a une demande exprimée par d'autres pays. Comme on l'a vu pour la chloroquine, plus les pays s'impliquent, plus les preuves sont solides » explique le responsable de l'OMS en Afrique.

Covid-19

Prise en charge, témoignage

Concernant l'administration ou non du Covid-organics, les malades affirment que les médecins ne les forcent jamais à prendre le tambavy. Et même si les patients veulent prendre du CVO mais si leur état ne le leur permet pas, à cause du diabète, hypertension ou autres maladies chroniques, les médecins ne le leur administrent pas. Mais, en tout cas, la prise en charge des malades est correcte. Après le cafouillage du début dû à la saturation du standard téléphonique des lignes vertes 910- 913 et 914, un ajustement a permis à ce service de fonctionner efficacement. Malades ou pas, le suivi est sérieux et les patients sont pris en charge. L'objectif consiste à pérenniser ce dispositif, commente un médecin régulateur. Ce sont surtout les ambulances, pour les centres de santé publics, qui sont en nombre insuffisant. Mais il y a quelques bémols : « la lourdeur administrative est quelquefois un frein, ainsi que le manque de moyens de protection du personnel soignant ». Puis surtout, malheureusement, du côté de la société, il y a discrimination. les patients et leurs proches sont exclus de la société et du voisinage dès l'arrivée de la voiture Covid-19 dans le quartier. on peut citer des cas de patients guéris, qui ont dû faire appel aux forces de l'ordre de peur de la vindicte populaire de leurs voisins

Vakinankaratra

Région industrielle et touristique

Quand on évoque Antsirabe et le Vakinankaratra, trois choses viennent en tête directement : la fraîcheur climatique de la région, l'eau, que ce soient les thermes, ou les lacs Andrikiba etTritiva et l'endurance au travail des habitants. Sans citer bien sûr, la chaîne de l'Ankaratra qui domine tout. En effet, Antsirabe, capitale de la région, est située à 1 500 m d'altitude dans une cuvette entourée de volcans à 167 km au sud d'Antananarivo Capitale de Madagascar et en hiver, la température peut descendre jusqu'à 0 °C. Avec environ 190000 habitants, Antsirabe est la troisième plus grande ville de Madagascar

On parle beaucoup d'Antsirabe et de ses thermes qui ont été ouverts en 1917. Mais sait-t-on que l'histoire est plus ancienne : la ville a, parait-il, été fondée par le missionnaire norvégien T.G. Rosaas en 1872, et il est attesté qu'un siècle auparavant, la région d'Antsirabe produisait déjà riz, fruits et légumes. « Rako-pelana ny paiso», chantait le poète Dox, le chantre de la région. Les pêchers sont couverts de bourgeons... ». L'histoire a des raccourcis qui ramènent toujours au temps présent, mais de nombreux objets d'importation divers retrouvés dans la région d'Antsirabe, prouvent que déjà au Xie siècle, le commerce avec la Chine et les pays du Golfe Persique y était déjà bien établi. En tout cas, à partir du XiXème siècle, la culture luthérienne, norvégienne, a beaucoup marqué la région.

167 kilomètres dit-on. C'est loin et c'est proche. En tout cas, la RN7 qui y va, permet de voir une succession de montagnes pelées au loin, et des petits villages proches de la route, ainsi que des rizières en terrasses ou pas, des vergers, signes s'il en est de la volonté farouche des habitants de grignoter chaque mètre carré de terre pour la rendre cultivable. Et les lieux se succèdent : Behenjy, même si c'est encore un peu la banlieue d'Antananarivo, Behenjy et son foie gras, dont il ne faut pas oublier que c'est une industrie, à laquelle participe toute la région alentour, Sambaina et ses cultures vivrières, cultures qui vont jusqu'au ramainandro, à Faratsiho, Andranomanelatra et ses vaches et toute l'industrie laitière, et Antsirabe, puis Betafo…

Territoire à l'histoire et la culture ancienne ? Sûrement. La région Vakinankaratra est réputée pour être le berceau des fruits et légumes : riziculture, culture du blé, culture de l'orge, cultures de contre saisons comme le manioc, le haricot, le soja, le maïs mais aussi des pommes, des pêches, des poires et des légumes comme la carotte, les choux, la pomme de terre. Qui y a passé des hivers, sait comment on souffle sur les pommes de terre cuites dans la braise : « mitsoka ovy... »

Mais ne faisons pas l'erreur d'en faire une zone uniquement agricole. les produits agricoles y furent transformés dès avant l'indépendance en 1960 et sont distribués dans toute l'ile, car la capitale, Antsirabe, est un centre industriel important situé au carrefour de deux axes routiers majeurs (axe sud : Antananarivo-Toliara et axe ouest : vers Morondava) RN7 et RN34. Toute cette culture agricole ancienne et l'entrée précoce dans le monde industriel moderne a fait d'Antsirabe, l'un des plus importants centres industriels de Madagascar, avec ce côté agreste et champêtre qui fait tout son charme. Ici, pas de grandes tours, ni de cheminées agressives, mais des trano sokera, en briques, héritage de l'architecte Cameron au XIXème siècle, et aussi celle des missionnaires catholiques qui y ont laissé leurs empreintes : cathédrale et maison de retraite.

Ce qui fait un peu oublier qu'ici, un de fleuron de l'industrie textile malgache, le groupe COTONA (la Cotonnière d'Antsirabe) y emploie environ 4 000 personnes, travaillant la fibre de coton, le tissage, la teinture et la fabrication des vêtements. Mentionnons au passage que ces produits « made in Madagascar », sont vendus actuellement jusqu'en Afrique du Sud, la Chine, ainsi que dans tout l'Océan Indien et bien sûr toute la Grande ile, et sont utilisés par des marques comme Marks & Spencer ou Zara. Mais Cotona n'est pas une industrie unique, on y trouve aussi d'autres entreprises qui ne sont pas que textiles. aantsirabe on trouve aussi les Moulins de Madagascar (la minoterie est située à Andranomanelatra, à 15 km d'Antsirabe), des usines du groupe Star, et sa fameuse THB, les usines Tiko, les tabacs « Imperial Tobacco », Socolait, Visy gasy, outre de nombreuses petites et moyennes entreprises de transformation agro-alimentaire (rizerie, minoterie, provenderie), des filières agricoles porteuses (lait, fromages, fruits, légumes), de l'artisanat, de l'hôtellerie, des opérateurs touristiques. Tout cela dans une atmosphère qui reste paysanne et fait oublier toute cette richesse industrielle, qui se cache derrière le rythme résolument «moramora» des cyclopousses, qui détrônent peu à peu les pousse-pousse tirés à la main.

Mais il ne faut pas se fier à cette atmosphère paisible. Les Vakinankaratra ont la culture du travail chevillée au corps. Les petites jeunes filles s'exilent souvent dans la Capitale, pour devenir d'abord petites bonnes puis, pour les plus intelligentes, épicières, un peu partout dans l'île. Tandis que les régions agricoles comme l'Alaotra, font venir régulièrement jusqu'à 5 000 ouvriers agricoles, à la saison de la récolte du riz. En tout cas, ne sursautez pas si vous voyez des paysans d'Ambatolampy vendre du Koba sur les plages de Mahajanga ou des ouvriers du bâtiment un peu partout dans l'ile. La pression démographique et malheureusement des crimes écologiques comme les brûlis oblige souvent les plus jeunes à l'exode rural, malgré les potentialités de la région. Et leur qualité de travailleurs tenaces est connue.

Dans cette région, l'éducation a toujours été une priorité. On peut y compter plusieurs centaines d'établissements relevant du primaire et du secondaire, des institutions universitaires de qualité, des centres culturels, des médias dont le nombre s'accroît. Un réel développement ne peut se baser que sur une culture bien enracinée, ce qui est le cas de la région. Le Covid 19 a empêché de passer Pâques et Pentecôte à Antsirabe. Dommage pour ceux qui rêvaient d'attractions nautiques au lac Andraikiba… de pierres semi-précieuses, achetées sur le rivage. La crise sanitaire fait trembler la planète, mais ici, les habitants ont les pieds bien enracinés dans la terre. Volcanique et fertile à souhait.

Michèle RAKOTOSON

Antsirabe

Le dynamisme urbain de l'industrie et du commerce

Antsirabe demeure le deuxième pôle industriel de Madagascar. Cette avancée dynamise économiquement et socialement la ville se combinant avec d'autres secteurs.

La ville industrielle

Avec sa grande espace, Antsirabe se démarque avec ses nombreuses industries, qui sont créateurs d'emplois. En effet, les nombreuses industries et usines de transformation sont pourvoyeuses de nombreux emplois dans la ville d'Antsirabe. STAR, SOCOLAIT, MALTO, ACCORD KNITS, COTONA, COTTONLINE, AQUARELLE FACTOTY 1 et FACTORY 2, ANTSIRABE KNITWEAR, SOCOTA AGRO INDUSTRIES S.A, et SACIMEM....on en voit chaque année une qui relance son nom. Elles s'activent dans différents domaines : textiles, boissons gazeuses, transformations agricoles et produits laitiers, tabacs, produits chimiques. Parmi ces domaines, les politiques économiques de la ville se sont plus orientées vers le développement du secteur textile. S'étant élargi sur les marchés internationaux, il crée de nombreux emplois pour les habitants d'Antsirabe. Trois zones franches pour le textile se démarquent principalement: Accord Knits, Cottonline et Aquarelle.

«Ces industries participent au rayonnement international de la ville: les usines de coton ayant pour clients de grandes marques internationales et gagnant toujours des parts sur les marchés extérieurs.» souligne Hanitra Adèle Ravaoalisoa, responsable de la Coopération Décentralisée et du Développement de Partenariat de la Commune Urbaine Antsirabe. Cependant, le reste de la région Vakinankaratra n'est pas totalement intégré dans ce développement industriel. « ce dynamisme économique n'a pas effet d'entrainement sur la périphérie rurale proche. ... Les emplois créés concernent seulement 1% des actifs de la région, le faible degré d'intégration régionale de l'industrie ne permettant pas d'effets d'entrainement économique.» fait-elle remarquer. Les projets devraient alors s'orienter plus vers la décentralisation si l'on veut promouvoir l'économie de la région Vakianankaratra.

Le commerce et l'artisanat

Malgré cela, d'autres activités se combinent avec cette industrialisation, comme le commerce. Les ménages d'Antsirabe travaillent pour 44% d'entre eux dans le commerce de gros et de détails et la réparation de véhicules automobiles (rapport issu du Forum National Urbain). « De commerce se trouve être un secteur économique clef de la ville et de son hinterland pour lequel les principales interactions avec la zone urbaine sont commerciales. Il est visible spatialement, en démontrent les nombreuses friperies et marchés, et notamment le marché de Sabotsy. Cependant, ce secteur économique se place majoritairement dans l'informel et le nombre de commerçants opérant dans la ville est difficile à évaluer » indique Hanitra Adèle Ravaoalisoa.

Il en est de même pour l'artisanat. 50 artisans sont recensés actuellement dans le district d'Antsirabe 1 (textiles, pierres,etc.). Les pierres précieuses, le textile, la vannerie et la marqueterie sont les principaux produits artisanaux vendus actuellement dans la ville d'Antsirabe. Mais ceuxci restent majoritairement produits et échangés dans l'informalité. Ce qui fait que l'on ne dispose pas encore de données précises pour toute l'artisanat.

Les lieux de vente les plus importants de la ville en produits artisanaux (en taille et quantité) :

- Le Cercle Mess Mixte : ancien bâtiment militaire situé en centre-ville accueillant une trentaine de commerçants,principalement pour la vente des pierres précieuses
- Le long du lac Andraikiba :une trentaine de commerçants vendant des objets en raphia, en corne de zébu et autres spécificités locales.

Photo : Zoll Rabe

La pépinière d'Antsirabe

Le spécialiste en agrume et en arbres fruitiers

La pépinière d'Antsirabe présente une variété de plantes, de fruits et d'ornements. Pour garantir la qualité de ses productions, elle use de différentes méthodes issues de ses expériences et se spécialise particulièrement dans l'agrume et les fruits tempérés.

Plus de 30 ans d'expériences

La pépinière d'Antsirabe a été créée en 1988 dans le cadre d'une collaboration franco-malgache entre deux associations (AVEAMM et FERT). Elle devient une entreprise individuelle au mois de juillet 2007. De nombreuses nouvelles espèces et variétés fruitières ont été introduites au sein de la pépinière. Les plantes et ses dérivés sont présentés et écoulés dans les distributeurs d'antananarivo. «La qualité de notre production est régulièrement contrôlée par les services du Ministère de l'agriculture : contrôles assurés par le Service du Matériel Végétal pour la qualité génétique et par la direction de la Protection des Végétaux.» précise la responsable de la pépinière.

Garant de qualité. C'est dans ce sens que la pépinière d'Antsirabe, une structure qui distingue la région de Vakinankaratra, se démarque depuis plusieurs années. La Pépinière d'Antsirabe travaille dans la production de plants fruitiers, caféiers, forestiers et ornementaux de qualité. C'est la première structure professionnelle spécialisée dans la production de plants fruitiers et notamment d'agrumes certifiables à Madagascar. Elle possède du materiel apicole : des ruches contenant les essaims d'abeilles qui produisent du miel. Elle a également du materiel arboricole à part la production et la vente de plante elle octroi de formation en arboriculture et en apiculture. Elle exerce également différentes prestations: études, conseils et service pour des grands domaines arboricoles. La pépinière d'Antsirabe dispose de deux sites principaux de production, l'un situé à Ankorombe Ambositra, avec une capacité de production d'environ 200.000 plants d'arbres. le deuxième situé à Antsirabe Tsivatrinikamo (RN 34, PK 3 vers Betafo), avec une capacité de production de 300.000 plants.

Les agrumes et les fruits tempérés

Les agrumes et les fruits tempéréssont la spécialité des plantes de la pépinière Ceux produits par la pépinière d'Antsirabe sont obtenus à partir de porte-greffes et de greffons sélectionnés. Ils ont entre 12 et 18 mois et sont élevés et livrés en pots plastiques de 15 à 18 cm contenant environ 2,5kg de substrat. «tous nos porte-greffes d'agrumes sont produits à partir de semences que nous introduisons des USa (Californie) sous contrôle sanitaire strict.... Pour les greffons, ils sont issus d'un parc à bois de 27 variétés élevées sous serre insectproof, les protégeant contre les maladies véhiculées par les insectes. Elles proviennent de Corse, des Etats-Unis, du Japon, etc et ont été introduites via l'ile de la Réunion. » Pour les fruits tempérés, ils sont soit greffés avec des greffons importés de France, soit produits avec la pollinisation croisée.

GAZ'Naka

Lancement à Antananarivo de la vente de gaz au détail en stations-services

Depuis ce vendredi 19 juin 2020, il est possible pour la population tananarivienne de venir acheter du gaz au détail dans plusieurs stations-services situées aux quatre coins de la capitale. Après une période test d'une année réalisée dans la ville de Mahajanga, ce concept novateur, développé sous l'appellation GAZ'Naka, permet désormais d'acheter du gaz en petite quantité au fur et à mesure de ses besoins, et cela à partir de seulement 3.000 ar. En collaboration avec la société GALANA pour ce lancement dans la capitale, la vente de gaz au détail est proposée dans quatre stations-services : Andrefan'Ambohijanahary, 67 Ha, Talatamaty et Sabotsy Namehana. Ce nouveau mode de vente par petites quantités entre dans la stratégie commerciale de la société VITOGAZ Madagascar pour une plus grande démocratisation de l'utilisation du gaz et pour l'abandon du charbon de bois en faveur d'une énergie propre. 90% de la population utilise encore du charbon ou du bois de chauffe pour la cuisson de ses repas, portant atteinte à sa santé et à la préservation des forêts. Le gaz est une parfaite alternative au charbon, avec par ailleurs un aspect pratique et un avantage sécurité indiscutable.

Au travers du concept GAZ'Naka, le gaz accentue encore un plus son attrait en se rapprochant du budget des ménages, ce qui est particulièrement appréciable en cette période difficile de crise sanitaire. A présent, le consommateur peut ventiler sa dépense de gaz tout au long du mois et constater finalement le prix désormais compétitif du gaz par rapport au charbon. En effet, ce dernier a vu son prix sensiblement augmenter avoisinant les 25.000 à 30.000 ariary pour un grand sac. Ainsi un ménage avec 2 enfants dépensera 57.000 ar pour une bouteille de 9kg au lieu de 2 sacs de charbon.

Ce nouveau mode de vente de gaz au détail va permettre à une large partie de la population de la Capitale d'accéder à une énergie propre et moderne, tout en préservant ses dépenses, sa santé et la biodiversité du pays.

GAZ NAKA
izay ilaiko

SOCOBIS, L'entreprise préférée des Malagasy

Le membre du SIM, SOCOBIS est la première entreprise préférée de la Gande Ile. C'est le résultat du 4ème Baromètre des entreprises préférées des malagasy, présenté par l'agence Facto Saatchi & Saatchi, en collaboration avec ATW Consultants. Cela a été présenté lors de l'événement « Les Matins de la Com' », organisé par l'agence régulièrement, prenant une forme de Webinar cette fois-ci. Le Webinar a vu la participation de 100 personnes.

Le sondage a été effectué au mois d'octobre et novembre 2019, avec un échantillon de 800 personnes de la capitale. 276 entreprises sont parmi le classement. SOCOBIS est au premier rang, suivi de Socolait et de STAR. La Chocolaterie Robert se trouve à la 7ème position.

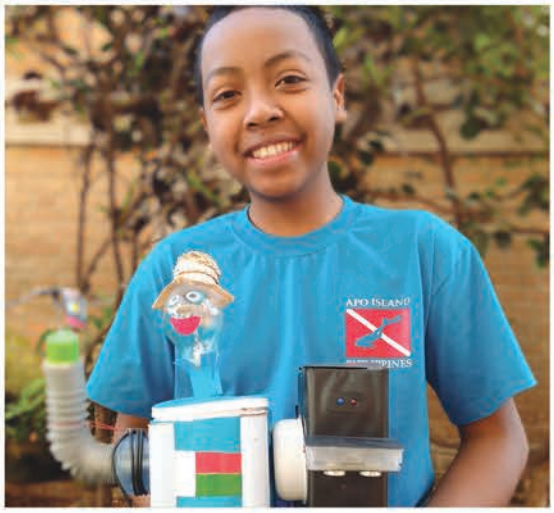
Critères

La valorisation du Vita Malagasy a été une des critères. Il y aussi la performance, l'innovation, les compétences et la qualité des produits ainsi que des services de qualité. Les responsabilités sociales des entreprises ont aussi été prises en compte. Les entreprises de l'agroalimentaire et de la distribution sont dominantes dans cette édition 2019.

Mampianina Randria

Initiatives à la Malagasy

L'arrivée du Covid-19 à Madagascar a amené une vague de jeunes inventeurs et entrepreneurs malgaches qui ont prouvés qu'il est possible de s'adapter et de faire face à la pandémie avec ce qui est disponible localement. « Nous avons un faible pouvoir d'achat au pays mais ces temps de pandémies prouvent que cela peut tourner à notre avantage car être pauvre nous a forcé à avoir un esprit débrouillard et bricolleur.



Respirateurs artificiels

De nouveaux prototypes de respirateurs artificiels ont été conçus par ITOKIANA, un groupement de jeunes ingénieurs électronique, de docteurs expérimentés, de techniciens en modélisation-science sociale et de passionnés d'aéronefs. Trois prototypes de ventilation mécanique assistée, communément appelés respirateurs artificiels, ont été fabriqués par le groupe ITOKIANA. « le premier a été un test pour voir si cela est possible pour nous d'en fabriquer. le second, si cela est faisable avec juste les matériaux disponibles localement. Et le dernier a juste été une question de design : nous l'avons rendu portable » nous explique Rojo Randrianarivony, le modélisateur du groupe. Ces prototypes sont inspirés des appareils d'aide respiratoire manuel que les sapeurspompiers utilisent, qu'on a ensuite mécanisé.

Faute d'avoir les moyens d'acheter du nouveau, la plupart d'entre nous recyclent, adaptent (…) d'où le fait que nos difficultés financières peuvent devenir une opportunité non seulement pour chacun de nous mais aussi pour le pays et lui permettre de ne pas tout le temps dépendre des importations » nous affirme un de ces inventeurs en herbe.

Les normes de la fabrication des respirateurs artificiels

Le développement de trois différents modèles est une question de normes et de qualité. En effet, le produit doit être évolutif et répondre à différents critères adaptés à la communauté bénéficiaire. « Madagascar n'a pas encore vraiment une norme spéciale, qui lui est propre, pour la construction de ce genre d'équipement. Toutefois, pour nous, il est primordial qu'il soit portable, fiable, pratique et abordable » soulignet-il également. L'équipe tient à mentionner que ce sont des appareils de dernier recours, conçus pour les endroits enclavés ayant un problème d'accessibilité et/ou d'infrastructures. « Compte tenu du fait que ce sont des appareils low-cost, ils ne sont pas autant performants que les appareils technologiques de pointe des grands hôpitaux. Ils répondent juste aux besoins urgent de respirateurs artificiels car on ne sait pas encore comment évoluera la maladie ».

En phase d'étude de fiabilité avant l'industrialisation

L'équipe ITOKIANA travaille sur leurs prototypes de ventilation mécanique assistée depuis le mois d'avril 2020. Elle s'est basée sur les échanges de tous les ingénieurs, inventeurs, scientifiques internationaux présents dans le web. Elle a ensuite adapté ses prototypes en fonction des matériaux trouvés localement. « Nous sommes dans la phase de concertation avec l'ordre des Médecins de Madagascar. Cette phase est nécessaire pour nous assurer de la performance et de la fiabilité du produit afin d'arriver au produit final qui, nous l'espérons, pourra être compétitif et industrialisé. (…) Nous sommes donc bénévoles pour le moment et comptons mettre quelques-uns de nos prototypes en open source. En fait, nous avons beaucoup appris de l'extérieur et tenons aussi à donner notre contribution, au nom du pays, à cet élan mondial pour faire avancer la science et la technologie » rajoute tout sourire le modélisateur. Un moyen aussi de donner un nouveau souffle à l'entrepreneuriat responsable des jeunes malgaches.

Onja Fanoitra

INITIATIVES POUR **RENFORCER LES GESTES BARRIÈRES**

Du « gel hydroalcoolique pour tous », initiative de l'entreprise verte de Hanta Tiana Rajaonarisoa, au robot distributeur automatique de gel désinfectant du jeune Tiantsoa Razafindrakoto, ces deux jeunes malgaches ne ménagent pas leurs efforts pour contribuer à la lutte contre la pandémie du covid-19. FLORE AROMA, l'entreprise verte de Hanta Tiana Rajaonarisoa a lancé « gel hydroalcoolique pour tous ». Ce produit désinfectant sous forme de dosettes individuelles est fongicide, virucide et bactéricide, conformément aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé. « la plupart des Malagasy n'ont même pas les armes les plus basiques pour se protéger: l'eau courante et le savon (...) notre but est donc de sensibiliser le plus grand nombre au lavage des mains de façon régulière » a-t-elle dit. En outre, pour ce produit, FLORE AROMA reste fidèle à ses principes « abordable, naturelle, écologique et accessible ».

des solutions sur mesure

D'un autre côté, le jeune lycéen de 17 ans, Tiantsoa Razafindrakoto a conçu MANAMPISOA, un robot distributeur automatique de gel désinfectant. Fait d'objets recyclés, MANAMPISOA est muni d'un petit capteur qui lorsqu'il perçoit la présence d'une main, fait sortir les quelques millilitres de gel grâce à une petite pompe. « l'objectif étant de limiter le contact avec les objets afin de renforcer les gestes barrières (…) J'ai énormément imaginé de simplifier et d'améliorer le concept et créer une petite entreprise de technologie pour lancer ce genre de produit sur le marché et ainsi aider de nombreux écoles, établissements et lieux publics et même pour utiliser chez soi. Plusieurs choses seront pourtant nécessaires avant d'en arriver là compte tenu de mon âge et des moyens dont je dispose. Toutefois, je reste visionnaire et optimiste. » renchérit le jeune programmeur. Avec ces jeunes engagés et capables d'une telle ingéniosité, l'avenir de la Grande Île ne semble-t-il pas plutôt favorable ?

Onja Fanoitra

Post - Covid

Service transport-livraison en pleine expansion

Le service de transport et de livraison est un secteur d'activité en pleine expansion depuis le début du confinement. Les acteurs de ce domaine émergent et développent leur affaire en se présentant en tant qu' alternative pour écouler les produits des commerçants.

Une solution pour réduire le déplacement des clients. Voilà ce qu'offre principalement les services de livraison pour permettre aux commerçants de continuer leurs activités de vente. En effet, depuis que tout le monde évite de fréquenter les marchés, les clients se raréfient. Cela a découragé les commerçants mais petit à petit, l'alternative du service livraison a résolu le problème. Les commerçants ont adopté cette stratégie pour que les produits parviennent aux clients, comme les restaurateurs qui ont très vite renouvelé leurs offres en optant pour les plats à livrer. Mais pour les services de livraison, de nouvelles opportunités se créent, ils sont mis en avant.

Hanaterana

Hanaterana est un service de livraison de plats cuisinés faits maisons et de produits frais (légumes, fruits, lait,...), crée en novembre 2019, avec comme zone d'activité Antananarivo ville. «On reçoit les commandes la veille et au plus tard la matinée et on livre à partir de 10h du matin. On a une petite équipe de 4 personnes pour dispatcher les livraisons » raconte Miharimanana Jany Larissa, co-gérante. Hanaterana se ravitaille particulièrement chez les «tantsaha» et fermiers en périphérique, afin de pouvoir se procurer des produits de meilleure qualité. «Au début du confinement, on a dû suspendre notre activité. Nous avons repris depuis pas longtemps avec les mesures nécessaires liées au Covid19 vis à vis de nos clients ainsi que nos fournisseurs. Nos livreurs portent tous des gants à usage unique, des masques et gel désinfectant , sans oublier les bonnes vieilles méthodes de nettoyage de nos produits qu'on a depuis toujours, pandémie ou pas », rassure la co-gérante.

Projection

Les services de transport et de livraison veulent promouvoir leurs activités de manière à ce que cela puisse faciliter la vie des consommateurs ainsi que ceux des commerçants. Il y a ceux qui se formalisent et disposent d'une autorisation mais le problème, c'est qu'il n'y a pas encore de cadre légal régissant spécialement le métier selon l'opérateur. «Quand le problème du Covid-19 sera rétabli, nous projetons d'approcher les responsables au niveau du transport à Madagascar pour établir ce cadre légal. Pour le moment, nous essayons de respecter les consignes, d'entretenir nos moyens de transports, de nous procurer toujours du matériel de qualité, et de développer nos entreprises en recrutant encore d'autres coursiers. Si tout se passe bien, à long terme, nous pourrons créer des services de transport-livraison VIP aux besoins des clients.» termine-t-il.

My Passion

Comme autant de jeunes du monde, aussi créatifs qu'ils puissent être, Madagascar abrite un d'entre eux. **Elysa Razafindrafara**, une jeune styliste **fianaroise**, a créé **« *My Passion* »**.
Lancée depuis 2018, *My Passion* une jeune entreprise qui se consacre à la confection de vêtements et des accessoires assorties Vita malagasy. Parmi ces articles réalisés, *My Passion* figurent des robes de mariée malagasy, des ***robes*** *brodées* à la main se déclinant en modèles les plus variés parfois ***assorties*** avec des *pochettes*, des écharpes et des *ombrelles*.
Restant dans le ***style simple, made in Madagascar*** et avec sa propre touche d'originalité, *My Passion* a déjà voyagé en France, en Inde, au Canada, en Afrique et même aux États-Unis.
Dans tout cela, Madagascar n'en demeure pas moins gâté vu que la jeune entreprise voit également ses créations partir aux quatre coins de la Grande île.

Notons qu'en ce mois de Mai 2020, *My Passion* a sorti au total plus de quarantaine de collections toutes aussi superbes les unes que les autres.

Vita malagasy pour les Malagasy

D'habitude, les consommateurs malagasy sont plutôt attirés par les produits importés que les produits locaux. Dans l'opinion publique en général, les "**Vita gasy**" sont souvent synonymes de produit de basse qualité ou bas de gamme.

Dans certains domaines, en revanche, les produits "made in Madagascar" **coûtent chers et sont réservés à public limité.**
Acheter du "***Vita malagasy***" avec un ***rapport qualité/prix accessible à tous***, tel est l'ambition d'Elysa Razafindrafara, fondatrice de My Passion. "
Ayant comme devise « ***Travail à la main et du coeur*** », Elysa Razafindrafara a démarré sa propre entreprise avec des objectifs bien définis. L'un est de créer du travail dans le pays en professionnalisant les artisans malagasy. Elle a plus particulièrement comme ambition de « ***mettre en valeur les vita malagasy*** ».

Enfin, si l'envie d'être dans le style « gasigasy » vous tente ou que vous adorez le « **Vita malagasy** », My Passion vous ouvre sa porte à facebook.com/mainetcoeur/. Comme disait la célèbre Coco Chanel : « **La mode se démode, le style jamais** »

B.A.A.

BACCALAURÉAT* EN ADMINISTRATION DES AFFAIRES

* BACHELOR'S DEGREE (BAC +4) NORD-AMÉRICAIN

Commencez votre parcours international à l'ISCAM, et décrochez un Bachelor's degree à HEC Montréal

Préparation au système d'enseignement et culture nord-américaine à l'ISCAM
(préparation avec des professeurs de HEC Montréal)

Approche multilingue, unique en Amérique du Nord
3 choix possibles : français, bilingue (français et anglais) et trilingue (français, anglais et espagnol)

15 choix de spécialisations
(en dernière année)

Taux de placement de 96% après la diplomation
(Parmi les 50 meilleures universités au monde. Global University Employability Ranking du magazine *Times Higher Education* 2016)

Possibilité d'accès au permis de travail post-diplôme

Appuis à différentes étapes : inscription à HEC Montréal, démarches d'immigration, installation, intégration sociale et universitaire ...

Comment béneficier du programme ?

- Avoir le Baccalauréat (récent ou datant d'au plus de 2 ans) , série scientifiques ou mathématiques avec une mention Bien ou mieux
- Avoir un niveau de langue intermédiaire-avancé en français.
- Être admis à l'ISCAM (1ère année de licence) (la décision de rejoindre le parcours B.A.A. doit se faire à l'intégration à l'ISCAM)
- Obtenir les crédits nécessaires pour valider la 1ère année à l'ISCAM
- Être accepté à HEC Montréal suite à une demande d'admission

Concours d'entrée en 1ère année à l'ISCAM	**26-27 AOÛT** **24-25 SEPT**
Webinaire avec HEC Montréal Sur inscription en contactant **lucy.r@iscam.mg**	**22 JUILLET À 16H00 (HEURE LOCALE)**

hec.ca/baa

Be the change
Ankadifotsy - 020 22 224 88 - 020 22 256 27
information@iscam.mg - www.iscam.mg

ISCAM
EXCELLENCE · RESPECT · INTEGRITE

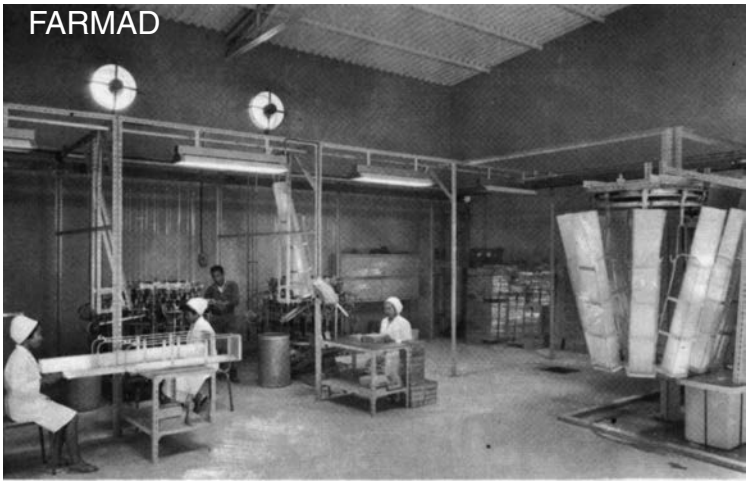
HEC MONTRÉAL

60 ans d'Indépendance :

A Madagascar, l'industrie revient de très loin

Aux premiers jours de l'Indépendance, par décret du 14 mai 1959, Monsieur Philbert TSIRANANA, Président de la République Malgache, Chef du Gouvernement a institué le Ministère de l'Industrie et du Plan. Le secteur était nouveau. Les caractères de ladite industrialisation furent alors clairement définis dès le mois de novembre 1959 : «l'industrie malgache ne peut prétendre à des visées grandioses, elle devra être conçue à l'échelle du pays».

A la même période en 1958 a été créé le SIM (Syndicat des Industries de Madagascar). Celui-ci a alors pour objectif de défendres les intérêts professionnels et sociaux de ses adhérents, mais aussi l'organisation, le fonctionnement et le développement de l'industrialisation à Madagascar. En moins de dix ans, en 1965, les entreprises créées sont plus diversifiées et orientées vers la production de biens de consommation intérieurs, mais aussi et surtout c'est de cette époque que datent les premières industries lourdes. On peut compter une cinquantaine d'industries : métallurgie, chaudronnerie, construction automobile, plastique, cimenterie, industries alimentaires, produits chimiques, parachimiques, mines etc



Nombre de celles-ci sont membres du SIM et dès cette période, les questions fondamentales sont posées :

- Infrastructure routière insuffisante,
- Diversification géographique nécessaire des marchés notamment et surtout les marchés voisins,
- Nécessité absolue de créer une industrie de base pour concurrencer les produits similaires d'importation,

Ces problèmes sont encore actuels, et pire, nombre d'industries ont disparues. Et pourtant les batailles furent nombreuses dont notamment le Code des Investissements. En 2014, Madagascar a mis sur pied son premier document de Politique Industrielle ayant comme vision de « doter Madagascar d'un tissu industriel dynamique et compétitif, moteur de développement économique et durable. Cette Politique a été par la suite traduite en loi pour le développement de l'industrie promulguée en 2018.

La nécessaire relance économique

Actuellement, le Covid 19 met tout le monde en face des réalités, les faillites se multiplient, les chômages techniques aussi. Il y a les dégâts collatéraux de la crise sanitaire, aggravant les lacunes déjà existantes. La société malgache a changé. Démographiquement ce n'est plus la même qu'il y a soixante ans. Actuellement, on est face à une population jeune qui s'est ouverte au monde, grâce notamment aux instruments numériques qui sont de plus en plus à sa portée et si l'ouverture au monde existe, culturellement et économiquement, il est nécessaire de faire de manière claire le départ entre celle-ci et la dépendance économique. Donc créer ce qui a été demandé depuis plus d'une cinquantaine d'années : la diversification géographique nécessaire des marchés notamment et surtout les marchés voisins. Pour cela, la coopération avec la zone Océan Indien, mais aussi, avec le continent africain, dont et surtout l'Afrique de l'Est, anglophone est urgent, car dans les années à venir, on risque fort d'assister à une épreuve de force entre les grandes puissances que sont l'Amérique, la Chine et l'Inde. Pour Madagascar, l'intégration régionale est une solution palliative à ne pas négliger.

Reste une dernière donnée et qui n'est pas des moindres : la formation et l'intégration plus grande dans le secteur industriel. Le numérique est incontournable et est le palliatif à tout ce qui est isolement et enclavement de la Grande ile. Les dernières semaines l'ont montré. Le secteur qui a le mieux survécu à la crise sanitaire est le secteur TIC, qui déjà est un des plus performants de l'Afrique, dépassant en cela le Maroc et qui est en passe de se développer encore plus. Donc il faudrait le développer, sans oublier que 90% de la population malagasy ne parle que le malagasy et qui pour l'instant, financièrement, ne peut accéder à ce système nouveau. Ce ne sont que des pistes qui indiquent à quel point il est plus qu'urgent de faire un bilan sérieux et profond pour que l'industrie ne soit plus seulement extractive, dans tous les sens du terme.

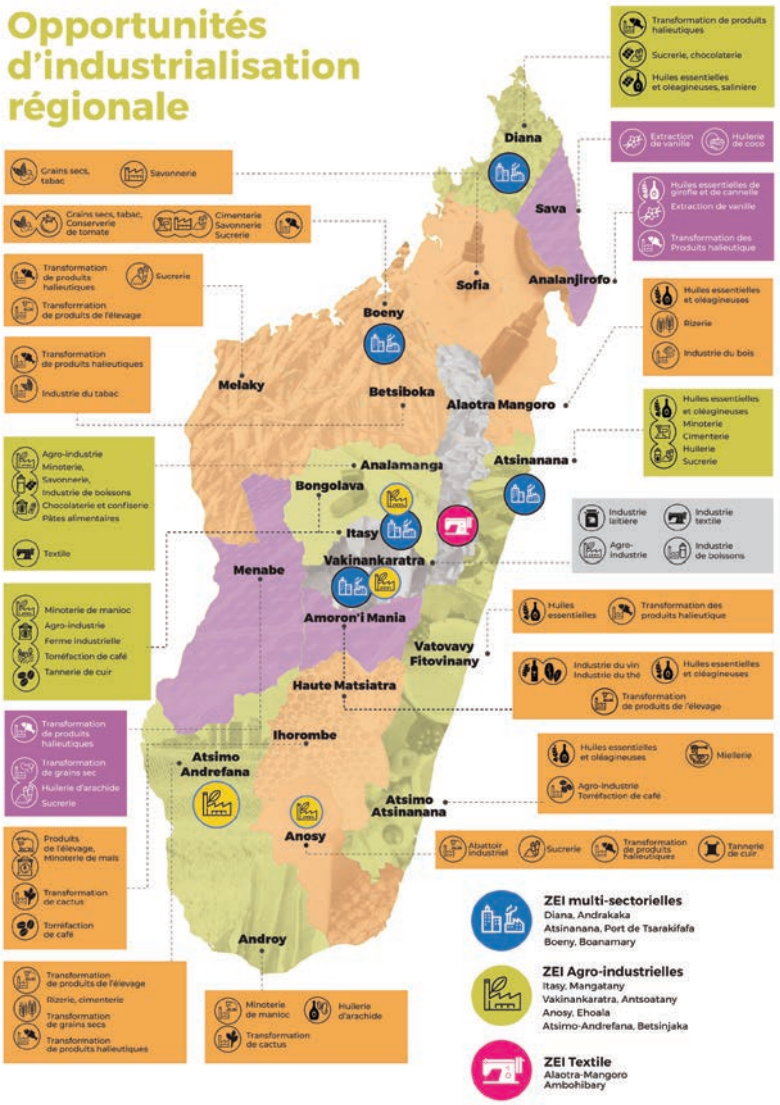
Michèle RAKOTOSON

projection sur la réindustrialisation

60 années d'indépendance :

Madagascar décide de relancer le processus d'industrialisation.

A la veille de la célébration des soixante années d'indépendance du pays, une rencontre entre le Président de la république et le secteur privé a été organisée. Cette rencontre a permis au Président de la République de partager sa vision sur la réindustrialisation de Madagascar et la promotion des produits fabriqués localement. Pour le SIM, la route a été tracée. Il reste maintenant aux secteurs public et privé de se tendre la main pour ce voyage vers la relance économique de Madagascar.
Elle comprendra : Une industrie d'élaboration, essentiellement orientée vers la satisfaction du marché local et il ne s'agira que d'un petit nombre de cellules d'importance moyenne. Une industrie de transformation dont l'objectif sera : la valorisation des productions exportables par incorporation de main d'oeuvre, et la transformation de matières premières en transit. Madagascar doit exporter non seulement des produits tirés du sol ou du sous-sol, mais aussi du travail. Le choix de politique économique est clair : c'est une économie extractive, destinée à l'extérieur, dépendante de l'extérieur et axée sur la transformation des produits agricoles en vue de l'exportation. De même l'exploitation minière écoulera ses produits sur les marchés extérieurs.



Mais pour pouvoir y jouer un rôle d'acteur d'importance, il est nécessaire de renforcer le secteur national : freiner la dépendance en développant les productions de base, structurer et formaliser l'informel, qui occupe 80% des forces productives dont celles des jeunes entreprises novatrices, sans oublier le tissu agricole d'importance. Et grâce à cela il faudra avoir une politique fiscale plus efficace et surtout permettre à toute une population active d'avoir accès au secteur bancaire. Si les filets de sécurité sont plus que nécessaires, il y a urgence de protéger le tissu industriel existant et revoir tout ce qui est charges, tva et surtout sécurisation des investissements etc...pour une plus grande équité et accessibilité. Madagascar est à un tournant important de sortie de politique économique extractive à un choix de politique inclusive qui profitera à un plus grand nombre et c'est peut-être l'axiome de base à respecter pour un avenir plus serein et éviter les grosses crises destructrices.

Webinar sur la relance de l'industrie et de l'économie

Nécessité de revoir le modèle industriel

Le mardi 16 juin 2020, le Club-Export réunion a organisé un WEBINARsur le thème : « Madagascar – développement économique dans l'Océan Indien : quels moteurs pour la reprise à Madagascar ? »

Y étaient présents : Madame Veronique Perdigon, Présidente du CCEF et Messieurs Hassim Amiraly, Président du SIM, Thierry Rajaona, Président du GEM et Daniel Moreau, Président de l'ADIR. Le débat fut animé par Alain Foulon, Directeur Géneral de l'Echo Austral et François Maudoux du club Export Réunion. Ce débat fut l'occasion de faire le point sur la situation malgache et la nécessité d'une stratégie de coopération régionale pour une relance économique de la région Océan Indien. Celle-ci a, comme de nombreux pays, souffert de la crise sanitaire du Covid 19. Le premier constat de messieurs Hassim Amiraly et Thierry Rajaona fut que cette crise inattendue et brutale, a causé des dégâts importants, accentuant des failles déjà présentes. Et à cause de cet état de fait, nombreuses sont les entreprises au bord de la faillite et des milliers d'ouvriers qui se retrouvent en chômage technique, sans aucune allocation, la situation économique étant plus que fragile. La priorité des priorités est un soutien financier notamment, un crédit de trésorerie pour 2-3 mois afin de tenir à flot les entreprises, a déclaré Monsieur Thierry Rajaona, Président du GEM. Mais ceci ne résoudra pas les difficultés, car les problèmes sont récurrents. 80 à 85% des industries dépendent de l'importation. Et la dévaluation de l'Ariary n'arrange rien, une crise alimentaire à moyen terme n'étant pas à écarter ainsi qu'un risque d'inflation, d'après monsieur Hassim Amiraly, Président du SIM. La gravité de la situation requiert de «prendre le temps d'analyser les vrais besoins du secteur privé avant de lancer le plan de relance et avoir le courage de revoir le problème de A à Z», un point important étant déjà de consolider la zone économique Océan Indien, sans obligatoirement passer par la France. Une révision du mode de coopération s'impose et aussi du mode d'industrialisation pour créer cette dynamique industrielle et économique régionale.

La coopération régionale, du bon sens

Déjà, il faudrait faire le point des potentialités Il y a des secteurs en plein essor comme l'agro-industrie et la phytothérapie à partir des plantes médicinales à Madagascar. l'IMRA (Institut Malagasy de Recherches Appliquées) du Professeur Rakoto Ratsimamanga travaille déjà dans cette optique depuis des dizaines d'années. Et le développement de ce secteur permettrait d'obtenir des produits accessibles à la population. il y a aussi un secteur en pointe à Madagascar : le numérique. Ce secteur est vital. Véronique Perdigon, Présidente du comité CCEF et non moins responsable au sein du groupe AXIAN, précise que ce secteur n'a pas souffert pendant la crise et il est très dynamique. De plus, le câble METIS qui sera mis en place prochainement va booster les offres internet et donnera un avantage certain à Madagascar, qui va pouvoir héberger plus d'entreprises informatiques et collaborer plus aisément avec les îles voisines. François Mandroux, administrateur du Club Export réunion envisage d'ores et déjà une participation du groupe au Salon de l'industrie de Madagascar au mois de novembre 2020 sur l'invitation du Président du SIM.

La minute leanmanagement

ETES-VOUS UN LEADER LEAN ?

A l'heure où les préoccupations de chaque entreprise tendent vers une sortie de crise de la manière la plus positive possible, l'un des facteurs qui peut influencer toute stratégie, demeure la capacité du leader à influer sur le «pourquoi» et le «comment». Aujourd'hui il ne suffit plus d'être un simple manager. Diriger les équipes sans inculquer une vision, un «pourquoi», est tout simplement une erreur au vu du contexte actuel. Les employés ont besoin d'être motivés, car nous avons besoin, en tant que leader, qu'ils se surpassent. Cette crise sanitaire et économique nous a tous appris une chose : travailler en collectif est la solution gagnante. impliquer, motiver, leader les employés : avoir une vision et une stratégie à moyen et long terme afin de bâtir des fondations solides pour l'entreprise. Cela passe aussi, pour chaque leader lean par une question qu'il devrait toujours avoir à l'esprit : «Peut-être que je me trompe ?» dans un contexte de crise, la capacité de se remettre en questions est une qualité à ne pas négliger. Cela témoigne du respect que nous avons en tant que leader envers nous même mais aussi du respect que nous avons pour les personnes. Le « respect des personnes » est beaucoup plus complexe à définir qu'il n'y paraît. Le lean ne consiste pas à «être gentil» et à sourire tout le temps. le respect signifie que vous incitez les gens à faire de leur mieux parce que vous croyez en eux et cela signifie également que vous collaborez et travaillez avec eux à l'amélioration au quotidien, c'est la pratique du « kaizen ».

MATERAUTO

033 15 008 92

solofo.rabezanahary@materauto.com

VOTRE VIDANGE FAITE PAR UN PROFESSIONNEL

VW Golf 5

112 900 Ar*

NISSAN NP300

133 900 Ar*

TOYOTA Hilux

136 900 Ar*

MITSUBISHI L200

143 900 Ar*

RENAULT Duster

144 900 Ar*

HYUNDAI Terracan

145 900 Ar*

MAZDA BT50

196 900 Ar*

HYUNDAI iX35

209 900 Ar*

TOYOTA V8

218 900 Ar*

*Filtre à huile + Huile ELF

Pièces et Main d'œuvre expertes pour vos véhicules

- Services premium
- Réduction de vos charges
- Longévité de vos véhicules

22 258 52 - 033 11 008 76

Bosch Car Service Madagascar

BOSCH Service

FIARO
VENTURE CAPITAL
- SINCE 1989 -

Pour ceux qui aiment l'action

Depuis 30 ans, nous finançons vos projets d'entreprise

fiaro@fiaro.net - www.fiaro.net
Antananarivo Madagascar